

#GIDSresearch 1 / 2024

Hendrik Remmel

Comprendre les États-Unis comme acteur géostratégique de la guerre en Ukraine

2^e édition révisée

#GIDSresearch | N° 1 / 2024 | Janvier 2024 | ISSN 2699-4380

La Bibliothèque nationale allemande enregistre cette publication dans la bibliographie nationale allemande ; des données bibliographiques plus détaillées sont disponibles sur : <http://dnb.dnb.de>.

ISSN 2699-4380

Le présent article est placé sous la licence Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 International (attribution – pas d'utilisation commerciale – pas de modification). Vous trouverez de plus amples informations sur cette licence à l'adresse <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.de>.



Ce #GIDSresearch est publié par le German Institute for Defence and Strategic Studies (GIDS) – Direction des études stratégiques et de la recherche (DSSF) auprès du Collège de défense de la Bundeswehr (Führungsakademie der Bundeswehr).

Les articles sont consultables gratuitement sur le site Internet du GIDS : www.gids-hamburg.de

Les opinions exprimées dans #GIDSresearch sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement le point de vue du GIDS.

Traduit par : Office fédéral des langues – service linguistique, bureau SMD 15.

Proposition de citation:

Hendrik Rimmel, Comprendre les États-Unis comme acteur géostratégique de la guerre en Ukraine, #GIDSresearch 1/2024, GIDS : Hambourg.

2^e édition révisée, mars 2024

GIDS

German Institute for Defence and Strategic Studies

Führungsakademie der Bundeswehr

Manteuffelstraße 20 · 22587 Hamburg, Allemagne

Tel.: +49 (0)40 8667 6801

buerogids-hamburg.de · www.gids-hamburg.de

Table des matières

1	Préambule : les relations entre l'Allemagne et les États-Unis comme élément du débat sur le développement de la culture stratégique.....	1
2	Brève histoire des relations entre l'Allemagne et les États-Unis en matière de stratégie de sécurité depuis 1945	4
3	L'évolution du comportement des États-Unis en tant qu'acteur géostratégique	8
4	Comprendre le comportement des États-Unis en tant qu'acteur stratégique en Ukraine	12
4.1	Un grand écart diplomatique	13
4.2	Soutien inconditionnel ?	16
4.3	Quels objectifs stratégiques les États-Unis peuvent-ils atteindre dans la guerre en Ukraine ?	19
4.4	Bilan intermédiaire – la fin d'une ère	20
5	Enseignements pour le débat sur le développement de la culture stratégique en Allemagne.....	21
	Bibliographie	24

Capitaine Hendrik Rimmel | German Institute for Defence and Strategic Studies
(GIDS/DSSF)

Comprendre les États-Unis comme acteur géostratégique de la guerre en Ukraine

1 Préambule : les relations entre l'Allemagne et les États-Unis comme élément du débat sur le développement de la culture stratégique allemande

Dans l'avant-propos de la première Stratégie de sécurité nationale allemande, le chancelier fédéral Olaf Scholz évoque des transformations stratégiques fondamentales pour l'Allemagne. Il y est notamment fait référence à la remise en question générale de l'ordre de sécurité européen et à une architecture de sécurité mondiale multipolaire au XXI^e siècle¹. Ce constat d'un environnement de sécurité en mutation s'adresse essentiellement, d'une part, à la Russie², qui mène une guerre d'agression contre l'Ukraine, et, d'autre part, à la Chine en tant que partenaire mais aussi concurrent systémique et rival³. Compte tenu de ces transformations, il apparaît donc plus urgent que jamais de développer en Allemagne une culture stratégique dans un débat qui englobe l'ensemble de la société, comme le demande à plusieurs reprises le gouvernement fédéral allemand dans la Stratégie de sécurité nationale⁴. Dans ce contexte, il est à noter que les auteurs de cette stratégie n'ont su ni définir la notion de « culture stratégique » ni décrire le caractère de la culture stratégique allemande actuelle qu'il conviendrait de développer⁵.

Si la Stratégie de sécurité nationale ne reflète incontestablement pas à elle seule les schémas de pensée et modèles d'action stratégiques actuels en Allemagne, elle les illustre tout de même de façon déterminante. De tels documents de référence en matière de stratégie de sécurité n'ont pas seulement pour tâche de fixer des grandes lignes pour l'opérationnalisation dans des institutions et ministères travaillant dans différents domaines dans le contexte de la sécurité, ils constituent également un instrument de communication stratégique à l'attention de la population⁶. Ils sont soumis à de longs processus de concertation à l'intérieur et à l'extérieur des ministères et visent à légitimer à long terme, vis-à-vis d'une majorité de la société, les objectifs et champs d'action stratégiques. Il convient donc d'élaborer et de développer une stratégie de sécurité en se

1 Cf. gouvernement fédéral 2023 : 5.

2 Cf. gouvernement fédéral 2023 : 11.

3 Cf. gouvernement fédéral 2023 : 12.

4 Cf. gouvernement fédéral 2023 : 17 et 73.

5 Dans le *Routledge Handbook of Strategic Culture*, Beatrice Heuser a récemment donné un aperçu aussi complet que condensé de l'état actuel de la recherche sur la culture stratégique en tant que concept permettant de comprendre les schémas de pensée et modèles d'action stratégiques (Heuser 2023a : 17-30).

6 Jacobi 2019 : 226.

basant sur des constructions sociales de la réalité acceptées par une majorité si l'on veut que sa mise en œuvre s'inscrive dans la durée et qu'elle soit couronnée de succès⁷. Par conséquent, ce n'est qu'avec une prise de conscience de l'ensemble de la société et une compréhension de la pensée et de l'action stratégiques largement basées sur le consensus que les décisions politiques sont comprises et soutenues par la population⁸. Il est donc d'autant plus important d'identifier le caractère de la culture stratégique actuelle en Allemagne qui doit servir de base au débat englobant l'ensemble de la société que demande le gouvernement fédéral allemand.

L'auteur de la présente étude se consacrera à cet élément manquant de la Stratégie de sécurité nationale dans un travail de recherche plus complet et actuellement en cours de rédaction visant à comprendre la culture stratégique allemande actuelle afin de créer les conditions nécessaires à ce débat. En référence à la recherche fondamentale déjà effectuée à l'occasion du projet de recherche en cours, la notion de culture stratégique sera définie dans ce qui suit comme facteur déterminant de schémas de pensée et modèles d'action stratégiques, basé sur des récits historiques, valeurs et normes⁹.

La construction socioculturelle de ce qui est majoritairement accepté dans les sociétés comme étant vrai (récits historiques), juste (valeurs) et légitime (normes) détermine donc le cadre de référence dans lequel la stratégie de sécurité est conçue et, *in fine*, mise en œuvre. Il s'ensuit que le comportement d'acteurs stratégiques – dans la conception classique les États-nations¹⁰ – peut, premièrement, varier d'une culture à l'autre et, deuxièmement, évoluer. Pour développer la culture stratégique allemande, il ne suffit donc pas de tourner le regard vers l'intérieur. Il est surtout nécessaire de s'interroger sur les rapports géostratégiques entretenus avec d'autres acteurs, aussi bien avec des partenaires qu'avec des rivaux.

L'urgence d'une réflexion discursive permanente sur les schémas de pensée et modèles d'action stratégiques fondés sur la culture mais nullement valables universellement qui en découle est mise en évidence dans ce qui suit à travers l'exemple du principal allié de l'Allemagne en matière de stratégie de sécurité d'après la Stratégie

7 Cf. Heuser 2023a : 17-21.

8 Cf. Bagger 2019 : 113.

9 En science, il n'existe pas de définition unique de la culture stratégique. D'une part, cette notion regroupe plusieurs courants d'une discipline relevant des sciences politiques (pour le résumé le plus complet à ce sujet, cf. notamment Seppo (2021)). D'autre part, la culture stratégique désigne un phénomène socioculturel, donc un objet d'étude. Le présent travail s'appuie sur la deuxième affirmation en considérant que la notion de culture doit s'inscrire dans une approche globale et intégrative dans le contexte du comportement stratégique des différents acteurs. (Cf. à ce sujet les partisans de ce que l'on appelle la première génération de la culture stratégique, dont le père fondateur de la culture stratégique en sciences politiques, Jack Snyder (1977), ainsi que Colin Gray (1981 et 1999), qui ont pris position contre des tendances, au sein de la discipline de sciences politiques qu'est la culture stratégique, consistant à concevoir la culture uniquement comme une variable d'influence indépendante. Les partisans de la première génération sont convaincus que la culture permet non seulement d'expliquer le comportement stratégique d'acteurs mais aussi de le *comprendre* dans une approche globale et déterministe).

10 Bien que des études scientifiques récentes sur la culture stratégique se distancent de la conception formelle et élitiste des vecteurs d'une culture stratégique et acceptent également comme vecteurs potentiels d'une telle culture, entre autres, des réseaux, groupes ou organisations non gouvernementales, l'État-nation continue de jouer un rôle central et imprègne le comportement d'acteurs stratégiques en matière de politique étrangère et de sécurité (cf. Pankratz 2019 : 30).

de sécurité nationale : les États-Unis d'Amérique¹¹. La thèse avancée est la suivante : depuis 2011 et au plus tard depuis 2014, les États-Unis en tant qu'acteur stratégique présentent un comportement qui évolue et nécessite une réévaluation des relations qu'ils entretiennent avec l'Allemagne sur le plan de la politique étrangère et de sécurité¹². Cette réorientation s'illustre particulièrement à travers la guerre menée par la Russie en Ukraine, qui est de première importance pour l'Allemagne.

Après l'invasion totale par la Russie, la société allemande a vécu un choc dû à la remise en cause par une guerre conventionnelle entre deux États souverains, pour la première fois depuis la création de la République fédérale d'Allemagne, d'une architecture de sécurité stable en Europe longtemps considérée comme allant de soi¹³. Cette invasion et le tournant historique annoncé par le chancelier fédéral, y compris l'importance considérablement accrue attachée à l'élaboration de la Stratégie de sécurité nationale, illustrent l'importance significative perçue et réelle en matière de politique de sécurité accordée à ce conflit dans la politique et la société¹⁴.

D'après cette thèse et la classification épistémologique dans la culture stratégique, une prise de conscience de la nécessité de comprendre les schémas de pensée et modèles d'action actuels des États-Unis est essentielle en Allemagne parmi les décideurs politiques et la population dans son ensemble. Sur cette base, une réévaluation des relations stratégiques entre les deux pays, susceptible de réunir une majorité ou une réaffirmation de celles-ci, peuvent être discutées et appliquées à des défis en matière de politique étrangère de sécurité, comme la guerre entre la Russie et l'Ukraine¹⁵.

Dans ce contexte, comprendre au sens de la discipline scientifique qu'est la culture stratégique n'est en aucun cas synonyme d'une compréhension au sens d'un jugement moral du comportement d'un acteur stratégique. Il n'importe pas de critiquer ou d'approuver le comportement stratégique des États-Unis mais de saisir la signification profonde du comportement de l'acteur en question¹⁶. Dans la discipline scientifique qu'est la culture stratégique, cette approche est également appelée *empathie structurée* envers des acteurs stratégiques et sa compréhension permet à son tour de dégager des enseignements sur les tendances de comportement des acteurs stratégiques¹⁷.

11 Cf. gouvernement fédéral 2023 : 11, 20, 21, 31.

12 Le moment exact de l'amorce de cette évolution est controversé. Nombre d'observations scientifiques le situent en 2011 avec le *pivot vers l'Asie*, corroboré par le retrait d'Irak de la quasi-totalité des troupes américaines. Certaines approches remontent même beaucoup plus loin (cf. entre autres Overhaus 2015 : 5 *sq.*). L'argument selon lequel cette évolution s'est amorcée en 2014 constitue le fil rouge de ce qui suit étant donné que c'est au plus tard à ce moment-là qu'un changement de comportement des États-Unis en tant qu'acteur stratégique est devenu indéniable.

13 Cf. Saxer 2023 : 60 *sq.*

14 Cf. Kamp 2023 : 285.

15 Cf. Maull *et al.* 2023 : 45.

16 Cf. Glenn 2009 : 542 *sq.*

17 Cf. Pankratz 2019 : 37. L'empathie structurée suit l'approche de ce que l'on appelle la quatrième génération de la culture stratégique. Celle-ci condense l'épistémologie globale et compréhensive de la première génération et considère qu'il faut entièrement s'immerger dans la culture d'un acteur afin de pouvoir comprendre sa pensée et son action. Il est clair qu'une telle entreprise ne peut être menée dans un article de recherche tel que celui-ci. Néanmoins, cette approche souligne la nécessité d'une prise de conscience culturelle quant à un acteur stratégique si l'on souhaite non seulement expliquer mais aussi comprendre son comportement. Pour illustrer l'idée de la première et de la quatrième génération et expliciter la différence sémantique entre expliquer et comprendre dans le contexte culturel, citons ici un exemple

L'identification du comportement actuel des États-Unis en tant qu'acteur stratégique dans le contexte de la sécurité et les champs d'action à discuter qui en résultent pour l'Allemagne seront présentés dans les étapes analytiques suivantes : dans un premier temps, il s'agit de mettre en évidence pourquoi l'analyse de l'évolution du comportement des États-Unis est importante pour l'Allemagne. Pour ce faire, l'historicité de l'orientation de l'Allemagne vers les États-Unis en matière de stratégie de sécurité depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale sera esquissée. Par la suite, des éléments pertinents de la culture stratégique des États-Unis seront identifiés à l'aide d'une comparaison des contenus des stratégies de sécurité nationales récentes de ce pays en ce qui concerne leurs priorités stratégiques et leur légitimation. Une preuve pratique et tout à fait d'actualité de la nécessité de s'interroger sur les relations actuelles de l'Allemagne avec les États-Unis sera ensuite fournie par l'analyse du comportement de ceux-ci en tant qu'acteur de la guerre en Ukraine dans le contexte de la diplomatie et des prestations de soutien militaires. En conclusion, des champs d'actions seront déduits de ces résultats pour l'Allemagne. Ils devront faire l'objet d'un débat lorsqu'il s'agira de développer la culture stratégique allemande.

2 Brève histoire des relations entre l'Allemagne et les États-Unis en matière de stratégie de sécurité depuis 1945

Le gouvernement fédéral considère les États-Unis comme son principal allié dans le domaine de la stratégie de sécurité et le souligne plusieurs fois dans la Stratégie de sécurité nationale. Le partenariat entre les deux États y est décrit à plusieurs reprises comme étant l'un des intérêts majeurs de l'Allemagne en matière de stratégie de sécurité¹⁸. Dans la Stratégie de sécurité nationale se reflète en outre la gratitude que l'Allemagne témoigne aux États-Unis d'Amérique pour l'architecture de paix et de sécurité établie en Europe¹⁹. Parallèlement, la responsabilité historique de l'Allemagne – découlant de la Seconde Guerre mondiale – quant à la préservation de cette paix en Europe y est soulignée²⁰. Tout d'un coup, il devient clair que les origines de cette orientation de l'Allemagne vers les États-Unis, basée sur des récits historiques, s'expliquent par le début de la guerre froide.

L'orientation stratégique étroite de la République fédérale d'Allemagne vers les États-Unis remonte à sa création en 1949. L'Allemagne divisée était alors considérée comme champ de bataille potentiel d'un conflit entre l'OTAN et le pacte de Varsovie²¹. Les scénarios de menace conventionnels et nucléaires rendirent indispensable l'orientation de l'Allemagne de l'Ouest vers les États-Unis en matière de stratégie de sécurité et en firent l'intérêt primordial en la matière, notamment en raison du manque

simple : il est facile d'*expliquer* à un individu à qui la culture occidentale n'est pas du tout familière qu'une chaise est une chaise parce qu'elle a quatre pieds, une assise et un dossier. Pour *comprendre* pourquoi la chaise existe, l'individu ignorant doit saisir qu'une chaise a été fabriquée pour que l'on puisse s'asseoir dessus.

18 Cf. gouvernement fédéral 2023 : 11, 20, 21.

19 Cf. gouvernement fédéral 2023 : 20.

20 Cf. gouvernement fédéral 2023 : 19.

21 Cf. Heuser 1998 : 179.

de solutions de repli en Europe²². La consolidation de l'ordre mondial bipolaire après la fin de la Seconde Guerre mondiale coïncida avec une période où le réarmement conventionnel de l'Allemagne de l'Ouest n'était pas à l'ordre du jour. Dans la version initiale de la Loi fondamentale allemande du 23 mai 1949, la mise sur pied de forces armées n'était pas prévue, ce qui traduisait au niveau constitutionnel l'entière dépendance sur le plan de la politique de sécurité de la République fédérale d'Allemagne, fondée le même jour²³.

En raison d'une part de cette impuissance en matière de stratégie de sécurité et d'autre part de la confrontation accrue entre les blocs, le chancelier fédéral Konrad Adenauer refusa en 1952 la proposition de Staline consistant à permettre la réunification de l'Allemagne en échange de sa neutralité et positionna ainsi clairement la RFA aux côtés des Alliés occidentaux. L'échec du traité instituant la Communauté européenne de défense en 1954 catalysa davantage l'orientation de la RFA vers les États-Unis en matière de stratégie de sécurité²⁴. La sécurité garantie par les États-Unis eut un effet néfaste sur la souveraineté géostratégique de l'Allemagne de l'Ouest. Outre leur fonction de puissance militaire protectrice, les États-Unis représentaient également pour l'Allemagne un exemple à suivre sur le plan économique du fait du miracle économique favorisé par le plan Marshall²⁵. Le gouvernement fédéral se réfère également avec reconnaissance à ce récit historique dans la Stratégie de sécurité nationale en soulignant que la prospérité actuelle n'aurait pas été possible sans cette aide et que la République fédérale d'Allemagne a bénéficié de la protection fournie par les centaines de milliers de militaires déployés dans l'Ouest de l'Allemagne durant la guerre froide²⁶.

Avec la fin du statut d'occupation et la mise sur pied de la Bundeswehr, les attentes des États-Unis envers l'Allemagne quant à un engagement en matière de politique de sécurité en dehors de ses propres frontières augmentèrent progressivement. Elles commencèrent par une demande de soutien militaire par des unités du service de santé et du génie pendant la guerre du Vietnam en 1964, qui fut rejetée en raison de réserves de nature constitutionnelle²⁷. Les États-Unis prirent également en considération une participation de la Bundeswehr à des missions des Nations unies, évoquée pour la première fois lors de l'UNFICYP à Chypre. En l'occurrence, c'est l'argument de la culpabilité historique de l'Allemagne due à la Seconde Guerre mondiale qui pesa le plus lourd pour un refus étant donné que l'on craignait, notamment au ministère fédéral de la Défense, un affrontement militaire chargé d'histoire entre soldats grecs et allemands. Les États-Unis acceptèrent finalement un soutien financier de l'Allemagne, et 500 000 dollars américains furent versés aux Nations unies²⁸. En 1982, le gouvernement des États-Unis sous la présidence de Ronald Reagan fit de nouveau pression sur l'Allemagne au cours de la guerre du Liban afin d'obtenir l'appui de l'intervention militaire des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie. Il en alla de même d'une demande de soutien en vue de l'envoi de dragueurs de mines dans le golfe Persique après qu'un avion de combat irakien eut fait feu sur une frégate

22 Cf. Heuser 1998 : 220.

23 Cf. Barbin/Konopka 2023 : 330.

24 Cf. Barbin/Konopka 2023 : 329 *sq.*

25 Cf. Heuser 1998 : 187.

26 Cf. gouvernement fédéral 2023 : 19.

27 Cf. Barbin/Konopka 2023 : 333.

28 Cf. Konopka 2023 : 90.

américaine en 1987 et que les États-Unis eurent demandé un renforcement de la présence militaire dans la région en vue de la protection des voies commerciales²⁹.

La République fédérale d'Allemagne conserva cependant son attitude restrictive quant à l'engagement de forces armées en dehors du territoire de l'OTAN, y compris vis-à-vis de sa principale puissance protectrice³⁰. En dépit de toutes les réserves en matière de politique intérieure et de tous les obstacles constitutionnels que posait la « culture de la retenue militaire » de la République fédérale, toutes les demandes de soutien militaire, et notamment celles des États-Unis, furent soumises à un examen de principe. Le ministère fédéral des Affaires étrangères craignait qu'un rejet général risquât d'entraîner le retrait des troupes américaines et des armes nucléaires du territoire ouest-allemand, dont la présence continuait pourtant de constituer l'intérêt central en matière de stratégie de sécurité. En outre, le gouvernement fédéral intensifia ses efforts pour répondre au moins en partie aux demandes toujours plus insistantes des États-Unis. Comme signe de bonne volonté, il déploya des bâtiments de guerre en automne 1987 sans le soutien de la population ni de l'opposition, toutefois en Méditerranée et non dans le golfe Persique³¹.

Les années qui suivirent l'effondrement de l'Union soviétique révélèrent à maints égards une forme de désorientation dans le paysage stratégique allemand. L'ordre mondial bipolaire, qui avait également joué un rôle régulateur dans la façon de penser de décideurs politiques et militaires de premier plan, n'existait plus³². Le soutien de la société et de la classe politique en vue de la définition d'une stratégie militaire applicable à l'ensemble de l'Allemagne n'était plus assuré du fait de la disparition de la perception de la menace émanant de l'Union soviétique. Les efforts consentis consistaient plutôt à réduire les capacités et structures de commandement aux niveaux militaro-stratégique et opératif et à les intégrer dans les structures de l'OTAN³³. À la solidarité historique avec les États-Unis et à la dépendance de l'Allemagne à leur égard s'opposait le récit de la « puissance civile » s'imposant en Allemagne après la guerre froide³⁴. Après la fin du conflit Est-Ouest, une grande partie de la population allemande de même que des décideurs politiques voyaient l'Allemagne comme un acteur cherchant à satisfaire ses intérêts géostratégiques par la voie diplomatique et économique. Par cette attitude, on s'efforçait de prendre en compte le poids géopolitique grandissant – et réclamé par les alliés – d'une Allemagne unifiée³⁵.

L'engagement des forces armées en revanche devait rester réservé aux alliés et la République fédérale d'Allemagne jouer dans de tels scénarios au mieux un rôle secondaire, par exemple en ex-Yougoslavie, pendant la troisième guerre du Golfe ou en Afghanistan. Ce consensus politique en Allemagne mena entre autres à une diminution massive des effectifs de la Bundeswehr, à une réduction significative du budget de défense et à la conviction que la force militaire ne devait être utilisée qu'en dernier recours³⁶. Les États-Unis ne jugeaient pas nécessaire à cette époque d'obliger l'allié

29 Cf. Barbin/Konopka 2023 : 344.

30 Cf. Barbin/Konopka 2023 : 342.

31 Cf. Barbin/Konopka 2023 : 344 *sq.*

32 Cf. Reichenberger 2019 : 433.

33 Cf. Saxi 2020 : 384 *sq.*

34 Cf. Maull 2010 : 56-80.

35 Cf. Schöllgen 1993 : 127.

36 Cf. Seppo 2021 : 125 ; Geis 2019 : 202 *sq.*

allemand à renforcer son engagement militaire. Les interventions « hors zone » des années 1990 et 2000 mobilisèrent certes un volume considérable de ressources militaires américaines mais il n’y eut à aucun moment de conflit avec un rival géostratégique qui aurait été capable de défier l’hégémonie des États-Unis³⁷.

Même après le changement de millénaire, l’Allemagne resta fidèle à sa politique de retenue militaire par son engagement très limité durant la troisième guerre du Golfe³⁸ voire par des non-participations, comme lors de l’intervention militaire des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France en Libye³⁹, et compta sur les capacités militaires américaines. Les interventions militaires de plus grande ampleur menées en ex-Yougoslavie et au cours de la « *guerre mondiale contre le terrorisme*⁴⁰ » en Afghanistan s’inscrivirent dans une logique d’obligation vis-à-vis de l’Alliance et de solidarité avec les États-Unis, sans toutefois renier les principes de retenue militaire toujours susceptibles de réunir la majorité parmi la population allemande⁴¹.

L’engouement des Allemands pour un engagement offensif sur le plan de la politique de défense et de sécurité, conjointement avec les États-Unis, était très faible compte tenu des impressions retirées d’Afghanistan au cours des années 2010. Seuls 18 % des sondés indiquèrent être d’accord avec l’affirmation « *En matière de politique de sécurité et de défense, mon pays devrait s’engager principalement aux côtés des États-Unis*⁴² ». Il en alla de même de la position sur le recours à la force militaire, auquel seuls 20 % des sondés allemands se déclarèrent favorables dans le contexte de l’engagement de la Bundeswehr au titre de la FIAS en 2010⁴³.

C’est pourquoi l’Allemagne, au plus tard au début des années 2000, a été considérée par de nombreux alliés dont les États-Unis comme une « *resquilleuse*⁴⁴ » en matière de politique de sécurité et a dernièrement de plus en plus perdu en crédibilité⁴⁵. Le principal reproche était et demeure la faible prise de responsabilité dans le contexte de la sécurité mondiale, qui se traduit par exemple, outre par une retenue constante en matière d’envoi de forces armées, par la non-atteinte par l’Allemagne, des années durant, des objectifs relatifs aux dépenses militaires fixés au sein de l’OTAN. Depuis le sommet de l’OTAN au pays de Galles en 2014, qui s’est tenu après l’invasion de la Crimée et du Donbass par la Russie, ce sont surtout les États-Unis qui demandent à l’Allemagne de s’engager davantage sur le plan de la politique de sécurité en sa qualité d’acteur européen en matière de stratégie de sécurité⁴⁶. La prise en compte insuffisante des défis récents en matière de stratégie de sécurité et des responsabilités qui en

37 Cf. Sullivan 2023 : 10.

38 Une décision âprement débattue au sein du gouvernement et du ministère. Harald Kujat, alors chef d’état-major de la Bundeswehr, avait déjà laissé entrevoir au gouvernement des États-Unis un contingent de 10 000 militaires pour l’opération *Enduring Freedom*. Ce n’est qu’après que le ministre de la Défense de l’époque, Rudolf Scharping, eut menacé indirectement le chancelier fédéral Gerhard Schröder de démissionner que le contingent fut réduit au déploiement de quelques forces spéciales. Ce déploiement fut déclaré comme opération de police au cours des débats parlementaires. Cf. Münch 2015 : 165 ; Giegerich/Terhalle 2021 : 217.

39 Cf. Mayer 2017 : 14 *sq.*

40 Cf. Münch 2015 : 156.

41 Cf. Kriemann 2021 : p. 427 ; Münch 2015 : 165 *sq.* ; Gareis 2006 : 236.

42 Cf. Biehl *et al.* 2011 : 34.

43 Cf. Biehl *et al.* 2011 : 79.

44 Cf. Giegerich/Terhalle 2021 : 203.

45 Cf. Bunde 2019 : 42.

46 Cf. Mölling 2014 : 1.

découlent pour l'Allemagne, toujours justifiée par le récit de la puissance protectrice étasunienne, a été de plus en plus critiquée au cours des années passées par des scientifiques⁴⁷, certains représentants des médias⁴⁸, les deux anciens chanciers fédéraux Helmut Schmidt et Helmut Kohl⁴⁹, l'ancien président fédéral Joachim Gauck⁵⁰ et des (anciens) militaires de haut rang⁵¹.

Comme l'illustrera l'aperçu des stratégies de sécurité nationales des États-Unis des dix dernières années dans le chapitre suivant, la critique seule ne suffit plus. En raison d'une évolution des priorités géostratégiques des États-Unis, la posture allemande de retenue militaire et d'orientation vers la puissance protectrice historique en matière de stratégie de sécurité, comme élément de la culture stratégique, ne peut plus être maintenue.

3 L'évolution du comportement des États-Unis en tant qu'acteur géostratégique

Le changement d'orientation de la politique étrangère et de sécurité étasunienne, engagé au plus tard en 2014 par Barack Obama, président américain de l'époque, marqua une rupture nette avec les pratiques des États-Unis en matière de stratégie de sécurité depuis les attentats du 11 septembre 2001. Dans un discours adressé aux nouveaux diplômés de l'académie militaire de West Point, il souligna : « *You are the first class to graduate since 9/11 who may not be sent into combat to Iraq or Afghanistan*⁵² ». Le président américain tournait ainsi la page de la guerre mondiale contre le terrorisme pour ouvrir, dans le même discours, un nouveau chapitre de l'orientation des États-Unis en matière de stratégie de sécurité, qu'il avait laissé entrevoir pour la première fois en 2011 avec le « pivot vers l'Asie », à savoir le recentrage vers l'Asie du Sud-Est des intérêts étasuniens en matière de politique étrangère et de sécurité⁵³. La « doctrine Obama⁵⁴ » était avant tout marquée par l'idée que les conceptions américaines d'un ordre géostratégique ne pourraient être assurées par une présence militaire expansionniste (*Global Military Posture*). Afin de légitimer cette rupture, il se servit du triptyque « récits historiques – valeurs – normes » défini précédemment. Il se référa au rôle historique des États-Unis en tant que puissance hégémonique, qui devait être conservé (récit historique), aux valeurs des États-Unis et de leurs alliés, qu'il s'agissait de défendre (valeurs), et à la légitimité de défendre ces valeurs par des moyens militaires (normes) :

The odds of a direct threat against us by any nation are low and do not come close to the dangers we faced during the Cold War. [...] From Europe to Asia, we are the hub

⁴⁷ Cf. Barfield 2010 : 371 *sq.* ; Maull 2011 : 97-113 ; Bjola/Kornprobst 2013 : 105 ; Staack 2014 : 173-200 ; Bunde 2019 ; Rink 2021 : 56 *sq.*

⁴⁸ Cf. Chauvistré 2009 ; Thiels 2019.

⁴⁹ Cf. Staack 2014 : 174.

⁵⁰ Cf. Geis 2019 : 212.

⁵¹ Cf. von Krause 2016 : 38 ; Naumann 2009 : 10 ; Naumann 2019 : 188.

⁵² Obama 2014. Notre traduction : « *Vous êtes la première promotion depuis le 11 Septembre qui ne sera peut-être pas envoyée au combat en Irak ni en Afghanistan* »

⁵³ Cf. Overhaus 2015 : 5.

⁵⁴ Cf. Overhaus 2015 : 26.

of alliances unrivaled in the history of nations. America continues to attract striving immigrants. The values of our founding inspire leaders in parliaments and new movements in public squares around the globe. [...] So the United States is and remains the one indispensable nation. That has been true for the century passed and it will be true for the century to come. [...] The United States will use military force, unilaterally if necessary, when our core interests demand it – when our people are threatened, when our livelihoods are at stake, when the security of our allies is in danger. [...] International opinion matters, but America should never ask permission to protect our people, our homeland, or our way of life. [...] On the other hand, when issues of global concern do not pose a direct threat to the United States, when such issues are at stake – when crises arise that stir our conscience or push the world in a more dangerous direction but do not directly threaten us – then the threshold for military action must be higher⁵⁵.

La doctrine Obama succéda aux tendances expansionnistes et interventionnistes au Proche-Orient et au Moyen-Orient, qui avaient eu recours à la projection de puissance diplomatique, militaire et économique durant les treize années précédentes⁵⁶. S'y substituèrent des schémas de pensée stratégiques qui mettaient l'accent sur la préservation de la suprématie géostratégique des États-Unis dans un ordre mondial de plus en plus multipolaire⁵⁷. Depuis lors, l'objectif déclaré des États-Unis consiste à limiter les sphères d'influence d'autres acteurs de telle sorte qu'elles n'affectent pas les intérêts de sécurité étasuniens⁵⁸.

C'est dans ce contexte que l'administration Obama prit ses distances par rapport à la comparaison historique avec la doctrine Monroe de 1823, laquelle visait à empêcher la prise d'influence d'États européens sur le continent américain⁵⁹. John Bolton, ancien conseiller à la sécurité nationale de l'administration Trump, fit pourtant explicitement référence à la réincarnation de la doctrine Monroe⁶⁰. Comme pour un retour à la doctrine Monroe, on pourrait par ailleurs argumenter, concernant l'Europe et le Proche-Orient, que la guerre mondiale contre le terrorisme n'était qu'une anomalie dans la tendance générale de retrait américain de ces régions observée depuis l'effondrement de l'Union soviétique. Depuis la fin de la guerre froide, la présence de forces américaines en Europe n'avait cessé de diminuer. Ce n'est qu'en 2023 que la barre des 100 000 militaires stationnés en permanence a de nouveau été franchie, leur nombre demeurant toutefois nettement inférieur à celui des années 1980 (350 000 militaires américains)⁶¹.

Pour la présente analyse, il n'importe pas de savoir si des politiques ou scientifiques de premier plan replacent l'observation du comportement stratégique des États-Unis depuis 2014 dans un contexte historique plus large – comme la doctrine Monroe vieille de 200 ans ou la fin de l'ordre mondial bipolaire, remontant à cette date à 25 ans. Ce qui est essentiel pour l'Allemagne, c'est qu'au plus tard en 2014, quand la doctrine Obama, instaurée en 2011, fut réaffirmée en raison de la nouvelle menace pour les intérêts de sécurité européens émanant de la Russie à la suite de l'agression de l'Ukraine, il s'avéra qu'aucun recentrage sur d'anciennes priorités géostratégiques étasuniennes n'avait lieu.

55 Obama 2014. Traduction française partielle : https://www.senat.fr/rap/r13-708/r13-708_mono.html (chapitre 2, I, A et chapitre 2, II, A, 1 et 2).

56 Cf. Mardell 2023.

57 Cf. Saxer 2023 : 60 *sq.*

58 Cf. Schaller 2019 : 31.

59 Département d'État des États-Unis 2013 ; voir également à ce sujet Schaller 2019 : 31.

60 Cf. Filkins 2019.

61 Cf. Overhaus 2015 : 27.

La focalisation sur la région indopacifique et la République populaire de Chine en tant que rival géostratégique, de plus en plus importante au cours des dernières années, ressort également de manière cohérente dans les stratégies de sécurité nationales des administrations des présidents Obama, Trump et Biden, et ce malgré les velléités impériales que l'on observe en Europe depuis 2014. Un aperçu des priorités stratégiques définies dans les stratégies de sécurité nationales des dix dernières années doit permettre de mieux comprendre ces tendances.

Sous la présidence de Barack Obama, la stratégie de sécurité nationale de 2015 définissait certes encore le terrorisme mondial comme le principal défi des États-Unis en matière de stratégie de sécurité, mais mettait également en exergue, pour la première fois, la région Asie-Pacifique comme champ d'action dans ce domaine. À l'époque, le gouvernement des États-Unis espérait de la Chine un partenariat stratégique stable, même si l'augmentation du potentiel militaire de la république populaire suscitait déjà la critique⁶². Dès la préparation de cette stratégie de sécurité nationale, deux documents fondamentaux en matière de politique de sécurité révélèrent cette tendance (*Strategic Defense Guidance*, 2012, et *Quadrennial Defense Review*, 2014)⁶³.

C'est en 2017, sous la présidence de Donald Trump, que la Chine et la Russie furent identifiées comme rivaux primaire et secondaire des États-Unis sur le plan des intérêts en matière de stratégie de sécurité⁶⁴. Pour la première fois, on prenait ses distances par rapport à la stratégie de rapprochement et de libéralisation économiques à l'égard de la République populaire de Chine. La Chine fut ouvertement qualifiée de menace géostratégique pour les États-Unis tandis que la Russie fut identifiée, sous une forme édulcorée, comme un acteur tentant de saper la suprématie américaine, sans pour autant la défier. Quant aux éventuelles menaces directes pour les États-Unis émanant du Proche-Orient en matière de stratégie de sécurité, elles passèrent visiblement au second plan⁶⁵.

Sous Joe Biden également, les États-Unis poursuivirent cet agenda et désignèrent l'affirmation de l'hégémonie étasunienne face au rival géostratégique chinois comme leur principal objectif stratégique. En décembre 2021, peu avant la publication de la stratégie de sécurité nationale, Joe Biden mit en avant sa volonté de défendre les démocraties contre les prises d'influence autoritaires, comme celle de la Chine⁶⁶. L'administration Biden souligna en outre l'importance de l'Indopacifique en publiant en février 2022 une stratégie indopacifique⁶⁷.

L'invasion totale russe arriva pour les États-Unis à un moment extrêmement inopportun au vu du recentrage géostratégique sur l'Indopacifique constaté. Peu avant avril 2022, date prévue pour la publication de la nouvelle stratégie de sécurité nationale des États-Unis, le gouvernement américain se vit contraint de procéder à des adaptations concernant le rôle de la Russie dans l'ordre de sécurité mondial, si bien que ce document stratégique de référence central des États-Unis ne put finalement être publié qu'en octobre 2022. Même si la Russie se voit accorder nettement plus de place que prévu dans la stratégie de sécurité nationale actuelle des États-Unis du fait de ses agressions

⁶² Cf. Maison-Blanche 2015 : 24.

⁶³ Cf. Overhaus 2015 : 27.

⁶⁴ Cf. Maison-Blanche 2017 : 2, 46 *sq.*

⁶⁵ Cf. Maison-Blanche 2017 : 25 *sq.*

⁶⁶ Cf. Maull *et al.* 2023 : 24.

⁶⁷ Cf. Maison-Blanche 2022b.

militaires contre l'Ukraine, la Chine demeure le principal antagoniste sur le plan géostratégique et la région indopacifique continue de retenir l'attention des États-Unis en matière de stratégie de sécurité⁶⁸. Comme le montre leur stratégie de sécurité nationale actuelle, les États-Unis ont pour objectif de préserver l'ordre mondial actuellement en place :

[...] democracy is always a work in progress – but that will not stop us from defending our values and continuing to pursue our national security interests in the world. The quality of our democracy at home affects the strength and credibility of our leadership abroad – just as the character of the world we inhabit affects our ability to enjoy security, prosperity, and freedom at home. [...] Our goal is clear – we want a free, open, prosperous, and secure international order. We seek an order that is free in that it allows people to enjoy their basic, universal rights and freedoms⁶⁹.

Du point de vue américain, la Chine est le seul acteur géostratégique pouvant s'appuyer sur les ressources nécessaires aux niveaux économique, militaire, technologique et diplomatique pour atteindre ses objectifs stratégiques à l'échelle mondiale et représentant ainsi une menace potentielle pour les intérêts stratégiques des États-Unis⁷⁰. *A contrario*, du fait de son comportement impérialiste presque exclusivement basé sur les capacités militaires, la Russie n'est pas considérée comme un adversaire égal mais, comme en 2017 déjà, comme un élément déstabilisateur de l'ordre mondial⁷¹. Par conséquent, la région indopacifique constitue la priorité régionale dans la stratégie de défense nationale des États-Unis, publiée après la stratégie de sécurité nationale et tirant des conclusions de cette dernière. Viennent ensuite l'Europe (la Russie) et seulement après le Proche-Orient, l'Afrique et l'Amérique du Sud⁷². Cet établissement de priorités régionales dans la stratégie nationale américaine de sécurité et de défense, mettant dans un premier temps l'accent sur l'Indopacifique à partir de 2014 – axe d'effort qui sera défini en 2017, constitué en 2022 et dans lequel la Chine est le rival principal – et s'accompagnant de la perte d'importance de la guerre mondiale contre le terrorisme, traitée en priorité à partir de 2001, constitue donc une évolution des priorités géostratégiques des États-Unis.

On peut donner raison à ceux qui estiment que ces changements représentent un retour à la doctrine Monroe étant donné que l'objectif stratégique fondamental visé est de contenir la Chine afin de préserver la sphère d'influence des États-Unis. Par contre, l'opérationnalisation de cette stratégie d'endiguement est différente. Alors que la doctrine Monroe s'attache à protéger une sphère d'influence spécifique (l'Amérique du Sud et centrale) contre un acteur non spécifique (les États européens), la réflexion actuelle des États-Unis en matière de stratégie de sécurité vise à contenir un acteur spécifique (la Chine) dans un espace non spécifique, mondialisé et multidimensionnel, si bien que l'on ne peut en aucun cas parler d'une réincarnation de la doctrine Monroe. Cet argument pèse particulièrement lourd étant donné que l'administration Biden accorde relativement peu d'importance au continent sud-américain, perçu comme

⁶⁸ Cf. Maison-Blanche 2022a : 23 *sq.*

⁶⁹ Maison-Blanche 2022a : 7 et 10 *sq.*

⁷⁰ Cf. Maison-Blanche 2022a : 23 *sq.*

⁷¹ Cf. Maison-Blanche 2022a : 25.

⁷² Cf. département de la Défense des États-Unis 2022 : 37 *sq.*

fondamental dans la doctrine Monroe, et s'efforce simplement de limiter essentiellement l'influence de la Chine sur la région⁷³.

Au regard de la culture stratégique américaine et au vu des stratégies de sécurité nationales récentes, il est donc logique de n'accorder aucune priorité en matière de stratégie de sécurité à la guerre en Ukraine puisque celle-ci ne menace pas, dans sa forme actuelle, les intérêts de sécurité vitaux des États-Unis. Ceci, combiné aux demandes d'une prise de responsabilité accrue sur le plan géostratégique des puissances régionales européennes et notamment de l'Allemagne, formulées avec de plus en plus d'insistance depuis des décennies, permet donc de dresser une image cohérente des schémas de pensée et modèles d'action stratégiques des États-Unis.

Dans ce qui suit, ces modèles d'action identifiés sont étayés d'exemples pratiques dans le contexte de la guerre en Ukraine. Du point de vue allemand, ce conflit est un objet d'étude analytique particulièrement intéressant. Pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'objectif principal de l'Allemagne en matière de stratégie de sécurité depuis la création de la République fédérale, à savoir une architecture de sécurité fondée sur la paix sur le continent européen, se voit menacé par un conflit entre deux États souverains sur le sol européen⁷⁴. Vu l'évolution rapide du comportement des États-Unis en tant qu'acteur stratégique depuis la fin de la guerre froide, il apparaît indispensable d'examiner précisément le comportement de cette puissance protectrice historique de l'Allemagne dans un conflit qui a ébranlé jusque dans ses fondations le sentiment de sécurité allemand.

4 Comprendre le comportement des États-Unis en tant qu'acteur stratégique en Ukraine

Dans le contexte de la guerre en Ukraine, les États-Unis poursuivent trois objectifs qui sont directement liés à l'évolution de leurs priorités en matière de politique étrangère et de sécurité :

- empêcher une victoire militaire russe pour ne pas créer de précédent géostratégique pour la Chine, notamment par rapport à Taïwan ;
- éviter une escalade géographique ou nucléaire du conflit ;
- intégrer davantage les alliés européens dans l'architecture de sécurité de l'OTAN, ce qui implique une prise de responsabilité quant au continent européen.

La manière de réaliser ces objectifs stratégiques dans le contexte de la guerre en Ukraine peut être illustrée par l'emploi des ressources stratégiques américaines au cours du conflit. À cet effet, une séparation est opérée entre l'engagement au niveau de la diplomatie et de l'espace informationnel public d'un côté et de la dimension militaro-économique de l'autre.

⁷³ Cf. Dueck 2023 : 5 ; Schaller 2019 : 31.

⁷⁴ Cf. gouvernement fédéral 2023 : 11 *sq.*

4.1 Un grand écart diplomatique

La communication diplomatico-stratégique illustre particulièrement le caractère de la culture stratégique actuelle des États-Unis, qui vise à préserver un statut de puissance hégémonique dans une architecture de sécurité marquée par des rivalités. Une rhétorique diplomatique et médiatique russe de plus en plus agressive envers l'Ukraine et le déploiement de forces russes à proximité de la frontière ukrainienne à partir du printemps 2021 ont poussé les États-Unis à exercer sur la Russie une pression diplomatique dans un premier temps. En cas d'invasion, les diplomates américains ont garanti à leurs homologues russes de vastes sanctions contre la Russie⁷⁵. Après des efforts infructueux, l'affaire est remontée jusqu'aux plus hauts échelons de la diplomatie américaine et finalement jusqu'au président. En avril et juin 2021, Joe Biden a d'une part tenté d'obtenir une désescalade lors d'entretiens bilatéraux avec Vladimir Poutine et d'autre part souligné publiquement le soutien américain de l'Ukraine pour la préservation de sa souveraineté et de son intégrité territoriale⁷⁶. Peu avant le début de l'invasion totale, par exemple le 10 janvier 2022 à Genève, les diplomates américains ont encore intensifié les entretiens bilatéraux au cours desquels ils ont tenté de prévenir la guerre qui se profilait par des concessions, telles que le retrait de missiles de croisière américains de Roumanie et de Pologne⁷⁷. De tels efforts rappellent très bien à quel point les États-Unis ont peu d'intérêt à ce que des puissances régionales comme la Russie remettent en cause l'architecture de sécurité mondiale existante. D'une certaine manière, il apparaît que les menaces de sanctions diplomatiques, qui ont par le passé souvent constitué un moyen efficace de faire valoir des intérêts en matière de stratégie de sécurité, ne semblent produire qu'un effet préventif limité quand l'ordre existant est fondamentalement remis en cause⁷⁸.

Depuis le début de l'invasion totale russe, le président américain Joe Biden a souligné le soutien durable et non limité dans le temps apporté par les États-Unis à l'Ukraine, comme dernièrement lors du sommet de l'OTAN à Vilnius : « *Our commitment to Ukraine will not weaken. We will stand for liberty and freedom today, tomorrow, and for as long as it takes*⁷⁹ ». Il a en outre insisté sur le fait que seule l'Ukraine déciderait du moment et de la manière de mettre fin au conflit avec la Russie⁸⁰. Malgré l'intensification des efforts diplomatiques visant à empêcher une guerre, entreprise presque un an avant l'invasion totale russe, force est de constater que les États-Unis pèsent actuellement le pour et le contre sur la scène diplomatique. Ils agissent parfois même avec retenue lorsqu'il s'agit de désigner concrètement les concessions diplomatiques demandées par l'Ukraine⁸¹. L'exemple le plus récent de ce comportement en tant qu'acteur diplomatique est le refus de Joe Biden, lors du sommet de l'OTAN à Vilnius, d'offrir à l'Ukraine une perspective d'adhésion à l'OTAN dans un avenir

⁷⁵ Cf. Bugayova *et al.* 2023 : 7 ; Schimmelpfennig 2023 : 1 *sq.*

⁷⁶ Cf. Maison-Blanche 2021.

⁷⁷ Cf. Bugayova *et al.* 2023 : 7.

⁷⁸ Cf. Klein/Schreiber 2022 : 3.

⁷⁹ Maison-Blanche 2023b. « Notre engagement envers l'Ukraine ne faiblira pas. Nous défendrons la liberté aujourd'hui, demain, aussi longtemps qu'il le faudra ! » Source de la traduction française : <https://www.state.gov/translations/french/discours-du-president-joe-biden-au-peuple-lituanien>.

⁸⁰ Cf. Rudolf 2022 : 1 *sq.*

⁸¹ Cf. Fischer 2023 : 8.

proche⁸². Depuis que les agressions russes contre l'Ukraine ont commencé à se multiplier en avril 2021, les États-Unis font le grand écart entre les efforts diplomatiques visant à préserver la souveraineté de l'État ukrainien et la prévention d'une escalade du conflit⁸³.

Cela se reflète également dans les scénarios *most dangerous* (les plus dangereux) de la guerre en Ukraine décrits dans la stratégie de sécurité nationale des États-Unis : d'un côté l'escalade du conflit pouvant aller jusqu'à l'utilisation d'armes nucléaires et, de l'autre, la destruction de l'Ukraine en tant qu'État souverain⁸⁴. Dans le contexte de la définition des priorités géostratégiques depuis 2014, la prise de parti sans équivoque en faveur de l'Ukraine sur le plan diplomatique signale non seulement à la Russie mais surtout à la Chine qu'une agression militaire ne sera pas un moyen stratégique « peu coûteux » d'accroître son pouvoir géopolitique et ne peut pas non plus servir de modèle pour un bras de fer militaire dans l'Indopacifique et surtout pour la prise militaire de Taïwan⁸⁵.

Une escalade du conflit sur le territoire de l'OTAN et/ou l'emploi par la Russie d'armes nucléaires entraîneraient du point de vue américain une augmentation considérable de l'affectation de ressources stratégiques à ce conflit actuellement régional, pouvant aller jusqu'à une assistance sur le plan militaire conformément au cas de défense collective de l'OTAN. Le refus de la Russie de continuer à respecter des traités de contrôle des armements, les menaces nucléaires que le président russe profère régulièrement à l'endroit de l'Occident⁸⁶ ainsi que les déclarations de représentants politiques russes de premier plan selon lesquelles leur pays est *de facto* en guerre contre les puissances nucléaires occidentales incitent les États-Unis à agir avec le plus grand soin sur le plan diplomatique⁸⁷. En cas d'escalade du conflit, que ce soit une attaque sur le territoire de l'OTAN ou l'utilisation d'armes nucléaires, les États-Unis seraient contraints d'intervenir pour maintenir une dissuasion stratégique crédible à l'égard de la Chine⁸⁸. Outre les conséquences dévastatrices pour l'Europe, une telle implication stratégique des États-Unis dans un conflit avec la Russie entraînerait presque nécessairement une perte de pouvoir dans l'Indopacifique vis-à-vis de la Chine étant donné que les capacités militaires limitées des Européens nécessiteraient une vaste mobilisation de capacités américaines en Europe. Les États-Unis sont conscients du danger que représentent les potentiels d'escalade russes et surtout de leurs conséquences sur leurs propres objectifs géostratégiques et ajustent en conséquence leurs efforts diplomatiques tout comme la nature et l'étendue de leurs prestations de soutien à l'Ukraine⁸⁹.

Sur la scène diplomatique, la Chine se comporte certes dans une large mesure avec retenue mais en aucun cas de façon neutre. En particulier, faute de condamnation publique de l'agression russe contre l'Ukraine, elle prend position contre la posture des

82 Cf. Borchard 2023.

83 Cf. Rudolf 2022 : 1.

84 Cf. Charap/Priebe 2023 : 11 ; Maison-Blanche 2022a : 26.

85 Cf. Huxley 2023.

86 Cf. Charap/Priebe 2023 : 3.

87 Cf. Albertson/Sokov 2023 : 15.

88 Cf. Babst 2023 : 22 *sq.* ; Schimmelpfennig 2023 : 3.

89 Cf. Frederick *et al.* 2023 : 2.

États-Unis⁹⁰. Même si elle a reconnu l'intégrité territoriale de l'Ukraine dans son ensemble et critiqué les menaces d'utilisation d'armes nucléaires proférées par la Russie, la position chinoise est ainsi beaucoup plus proche du camp russe que du camp ukrainien⁹¹. Cependant, soutenir trop activement et surtout trop ostensiblement la Russie reviendrait, notamment en cas de défaite russe, à perdre la face au niveau diplomatique et causerait des dommages considérables sur le plan de la politique économique et de sécurité. Néanmoins, un rapprochement de la position occidentale est également improbable parce que ce conflit n'est pas seulement un champ d'étude de la capacité d'action occidentale en matière de stratégie de sécurité mais augmente aussi la marge de manœuvre diplomatique de la Chine⁹². Malgré sa prétendue retenue, la Chine tire parti de ce conflit sur le plan diplomatique en se servant de sa neutralité feinte comme gage géopolitique de rivalité dans l'Indopacifique. Elle souligne que seul un soutien militaire des États-Unis aux vellétés indépendantistes de Taïwan l'inciterait à apporter un large soutien à la Russie⁹³. En outre, elle essaie de plus en plus de jouer un rôle de médiateur à l'échelle internationale, y compris dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Sans laisser planer de doute sur sa posture générale pro-russe, la Chine a participé en août 2023 la réunion de Djeddah en Arabie Saoudite, où les discussions ont porté sur un plan de paix proposé par le président ukrainien Volodymyr Zelensky⁹⁴.

Outre une prospective stratégique visant à éviter ces deux scénarios les plus dangereux du point de vue américain, qui mettent en péril le cœur de la culture stratégique étasunienne, une deuxième ligne d'opération diplomatico-stratégique des États-Unis consiste à engager autant que possible les États européens à soutenir à long terme l'Ukraine, vu qu'il semble improbable que des solutions diplomatiques soient trouvées à court et moyen terme. À l'heure actuelle, il semble n'y avoir aucune chance de parvenir à un cessez-le-feu qui serait accepté aussi bien par la Russie que par l'Ukraine ou qui conduirait même à un règlement durable du conflit⁹⁵. Dans ce conflit, la Russie laisse le temps jouer en sa faveur. Pour atteindre son objectif stratégique, à savoir la destruction de l'État ukrainien, Vladimir Poutine prépare son pays à une guerre longue au cours de laquelle les prestations de soutien de l'Occident diminuent et qui se solderait finalement par la défaite militaire d'une Ukraine de plus en plus affaiblie⁹⁶.

C'est pourquoi les États-Unis exercent une pression diplomatique, notamment sur leurs alliés européens, pour fournir à long terme à l'Ukraine des ressources stratégiques, telles que des moyens financiers et des capacités militaires, tout en renforçant leur propre capacité de défense⁹⁷. La demande réitérée de respecter de l'objectif de 2 % du PIB fixé lors du sommet de l'OTAN de 2014 ne fait que mettre en lumière ces efforts publics⁹⁸. Étant donné que les États-Unis se focalisent sur l'Indopacifique depuis près d'une décennie, ils ont un intérêt substantiel à ce que leurs alliés européens assument une responsabilité géostratégique « à leurs portes ». Du point de vue diplomatique,

90 Cf. Maull *et al.* 2023 : 24.

91 Cf. Fischer 2023 : 6.

92 Cf. Maull *et al.* 2023 : 40.

93 Cf. Maull *et al.* 2023 : 34.

94 Cf. Fischer 2023 : 5 *sq.*

95 Cf. Heuser 2023b : 42.

96 Cf. Fischer 2023 : 7.

97 Cf. Raine 2023.

98 Cf. Saxi 2020 : 402 *sq.*

aucune solution du conflit n'est en vue tant qu'aucun des deux belligérants ne fait de concessions quant à ses revendications maximalistes ou ne subit une défaite militaire. En outre, même si la paix est conclue, les stratèges américains doutent que la Russie renonce à terme à ses tendances impérialistes⁹⁹.

4.2 Soutien inconditionnel ?

Dans le contexte des livraisons d'armes et d'autres prestations de soutien, les États-Unis font preuve de cohérence dans leur comportement en tant qu'acteur diplomatique. Le gouvernement étasunien met régulièrement en avant l'étendue de ses prestations de soutien, en particulier lorsqu'il s'agit de la mise à disposition de capacités militaires¹⁰⁰. Toutefois, si l'on examine en détail les prestations de soutien fournies à l'Ukraine, il apparaît qu'en chiffres absolus la plupart des prestations d'assistance, notamment militaires, proviennent certes des États-Unis (l'Allemagne suit en deuxième position). Mais les dépenses américaines destinées à soutenir l'Ukraine, qui représentent seulement 0,33 % du PIB annuel, s'avèrent extrêmement faibles par rapport à la puissance financière des États-Unis. Par rapport à leur PIB, les États-Unis n'occupent que le 16^e rang parmi les principaux pays qui soutiennent l'Ukraine. À l'exception de la Roumanie et de la Hongrie, tous les pays est-européens, baltes et scandinaves mettent à disposition en vue de prestations de soutien militaires, humanitaires et financières une part de leur PIB jusqu'à cinq fois plus élevée que celle des États-Unis. De même, l'Allemagne (0,542 %) et la Grande-Bretagne (0,486 %) soutiennent à peine plus l'Ukraine et leur alignement étroit sur les États-Unis est frappant. À l'inverse, la France et l'Europe du Sud ne semblent pas juger nécessaire de fournir un soutien substantiel à l'Ukraine (France : 0,063 %, Espagne : 0,070 %, Portugal : 0,146 %, Italie : 0,068 %)¹⁰¹.

Si les livraisons américaines de matériels militaires ont certes été vitales pour l'État ukrainien, en particulier au début de la guerre, elles sont très faibles par rapport aux capacités effectivement disponibles des États-Unis. Les conflits récents en Irak et en Afghanistan, notamment, ont montré que les États-Unis étaient disposés et aptes à engager des dépenses militaires beaucoup plus élevées lorsqu'un objectif stratégique correspondant est identifié¹⁰².

Le bilan des livraisons d'armes américaines qui permettraient non seulement la préservation mais aussi une victoire militaire de l'Ukraine reste bien en deçà des possibilités des États-Unis. Citons ici, outre les faibles quantités livrées de chars de combat et de véhicules blindés de combat d'infanterie ainsi que de capacités de frappe dans la profondeur (HIMARS), le refus général de livrer des avions de combat tels que le F-16 de même que le faible volume de systèmes de défense antiaérienne mobiles et de matériels du génie mis à disposition. Toutes ces capacités militaires déploient leur efficacité opérationnelle optimale dans le combat interarmes, c'est-à-dire dans les

⁹⁹ Cf. Raine 2023.

¹⁰⁰ Cf. Maison-Blanche 2023a.

¹⁰¹ Cf. Kieler Institut für Weltwirtschaft 2023. Ces chiffres n'ont que légèrement évolué depuis décembre 2023.

¹⁰² À titre d'exemple, les États-Unis ont dépensé en 2011 une part deux fois plus importante de leur PIB (0,68 %) pour le conflit en Afghanistan. Cf. McCarthy 2019.

opérations dites multimilieux, que les critiques américains de la contre-offensive ukrainienne ont demandées avec tant de véhémence¹⁰³.

On omet souvent dans ce contexte que les conditions préalables à la réalisation de la conception américaine de ce type de conduite des opérations militaires n'ont jamais été réunies, que ce soit en ce qui concerne la nature ou l'étendue des livraisons d'armes¹⁰⁴. Cette attitude contradictoire s'est particulièrement fait jour pendant la préparation et la conduite de la contre-offensive ukrainienne qui a démarré au début de l'été 2023. Comme l'a expliqué Valeri Zaloujny, ancien chef d'état-major général des armées ukrainiennes, dans une interview accordée en décembre 2022, l'Ukraine a besoin de 300 chars de combat, de 600 à 700 véhicules blindés de combat d'infanterie et de 500 systèmes d'artillerie de pays qui la soutiennent pour mener à bien une telle opération militaire¹⁰⁵. La *coalition des volontaires* est restée bien en deçà de ces demandes et n'a livré qu'un tiers des systèmes demandés¹⁰⁶.

Plusieurs exemples montrent que ce sont surtout les États-Unis qui n'ont cédé à l'Ukraine qu'une petite partie de leurs matériels militaires majeurs par rapport à leurs possibilités : à ce jour, les États-Unis n'ont livré à l'Ukraine que 31¹⁰⁷ des 2 645¹⁰⁸ chars de combat Abrams constituant leurs stocks opérationnels. Ces engins n'étaient cependant pas encore disponibles pour la contre-offensive ukrainienne au début de l'été 2023. Sur les 2 500¹⁰⁹ véhicules blindés de combat d'infanterie M2 Bradley et M3 Bradley actifs, 109¹¹⁰ ont jusqu'à présent été livrés à l'Ukraine. Sur 410 systèmes de roquettes d'artillerie à grande mobilité (HIMARS) disponibles, hautement efficaces et réclamés à plusieurs reprises par l'Ukraine¹¹¹, seuls 20 ont été remis et la livraison de 18 autres évoquée¹¹².

Il ne fait aucun doute que les États-Unis seraient capables de livrer nettement plus de chars de combat et de véhicules blindés de combat d'infanterie en Ukraine. Contrairement à la totalité des États européens, une livraison de ces systèmes ne nécessiterait pas de nouvelle commande auprès de l'industrie s'étalant sur plusieurs années étant donné que ces deux types de blindés sont disponibles par milliers comme réserve stratégique¹¹³. Les 31 systèmes arrivés en Ukraine à l'issue d'un délai de livraison de presque un an sont à considérer comme un stratagème diplomatique visant à inciter l'Allemagne à livrer les chars de combat Leopard et à autoriser leur mise à disposition. Du moins, les Américains ont fait savoir en janvier 2023 que le chancelier fédéral Olaf Scholz avait conditionné l'autorisation de livrer les chars Leopard allemands à la livraison des chars Abrams américains¹¹⁴. En s'engageant à livrer seulement 0,01 % de leurs stocks de chars de combat, les États-Unis ont obtenu que les

103 Cf. Bugayova 2023 : 2 sq.

104 Cf. Rimmel 2023.

105 *The Economist* 2022.

106 Cf. Rimmel 2023.

107 Cf. département de la Défense des États-Unis 2023.

108 Cf. International Institute for Strategic Studies 2023 : 37.

109 Cf. International Institute for Strategic Studies 2023 : 37.

110 Cf. département de la Défense des États-Unis 2023.

111 Cf. Gady/Kofman 2023 : 8.

112 Cf. Peck 2022.

113 Cf. International Institute for Strategic Studies 2023 : 37. 2 000 chars de combat de type Abrams et 2 000 véhicules blindés de combat d'infanterie de type Bradley.

114 Cf., entre autres, von Marschall 2023 ; Schulz 2023 ; von der Burchard *et al.* 2023.

États utilisateurs européens du char de combat Leopard ne soient plus en mesure de justifier leur refus de soutien par la politique de livraison américaine. Ils ont ainsi fait en sorte que l'Allemagne et d'autres États européens soient *contraints* d'assumer davantage de responsabilité pour cette guerre qui se déroule en Europe. Des rapports de dépendance similaires ont déjà pu être observés lorsque l'engagement de livrer des véhicules blindés de combat d'infanterie a été pris.

À l'inverse, les systèmes HIMARS jouent un rôle capital dans la quasi-totalité des scénarios de conflit dans l'Indopacifique et ne sont fabriqués qu'en faibles quantités (20 en 2022) par l'industrie de l'armement américaine¹¹⁵. Malgré une augmentation des capacités de production, l'exemple de ces systèmes montre que les États-Unis établissent des priorités claires dans la répartition de leurs ressources stratégiques et qu'ils conservent leurs HIMARS pour un affrontement militaire potentiel avec la Chine dans l'Indopacifique.

Mais ce n'est pas tout : en matière de quantité, l'emploi de l'artillerie, qui occupe une place prépondérante dans la doctrine militaire russe, ne pourra plus atteindre le niveau des premiers mois de guerre compte tenu des capacités de production présumées et malgré le soutien provenant de l'étranger. Alors qu'en 2022 12 millions d'obus d'artillerie russes ont encore pu être tirés, leur nombre est tombé à environ 7 millions en 2023, avec un taux de production annuel actuellement estimé à 2,5 millions¹¹⁶. C'est pourquoi l'équilibrage des cadences de tir avec des armes d'engagement à distance, dont l'Ukraine a tant besoin pour sa stratégie d'usure mais aussi pour de futures offensives, pourrait actuellement être obtenu avec nettement moins de ressources qu'au début de la guerre. Les États-Unis sont le seul pays soutenant l'Ukraine à ne pas avoir à craindre de pénurie d'obus d'artillerie de calibre 155 mm, tirés en grandes quantités par les forces armées ukrainiennes, et disposent contrairement à leurs partenaires européens d'importantes réserves stratégiques de munitions¹¹⁷.

Le faible volume de prestations de soutien fournies par rapport aux capacités militaires réellement disponibles illustre le refus des États-Unis de livrer des armes dont la nature et/ou la quantité pourraient permettre à l'Ukraine de déterminer militairement l'issue de la guerre¹¹⁸. Une normalisation des relations entre l'Occident et la Russie semble improbable dans un avenir proche, si bien que l'Europe doit mettre en place une dissuasion militaire crédible indépendamment de l'issue de la guerre en Ukraine. Suivant le nouveau mode de pensée étasunien dans le contexte de la sécurité mondiale, la responsabilité de l'architecture de sécurité en Europe incombe aux États européens eux-mêmes¹¹⁹.

Il y a donc une cohérence entre le soutien militaire des États-Unis et les objectifs qu'ils poursuivent dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine : suffisamment d'armes sont livrées pour empêcher la Russie de vaincre militairement mais trop peu pour inciter la Russie à une escalade (nucléaire) du conflit. De plus, la nature, le volume et le moment des promesses de livraison d'armes correspondent à la volonté des États-Unis d'attribuer davantage de responsabilité régionale aux États européens.

¹¹⁵ Cf. Cancian 2023.

¹¹⁶ Cf. Watling/Reynolds 2023 : 11 *sq.*

¹¹⁷ Cf. Gady/Kofman 2023 : 14 *sq.*

¹¹⁸ Cf. Rimmel 2023 : 6.

¹¹⁹ Cf. Heuser 2023b : 48 *sq.* ; Saxi 2020 : 402 *sq.*

4.3 Quels objectifs stratégiques les États-Unis peuvent-ils atteindre dans la guerre en Ukraine ?

Afin de comprendre pourquoi les États-Unis mettent à la disposition de l'Ukraine nettement moins de ressources stratégiques qu'ils ne le pourraient, il est nécessaire de revenir sur leur recentrage géostratégique. Par rapport à la rivalité géostratégique avec la Chine, les États-Unis considèrent le conflit entre la Russie et l'Ukraine comme secondaire et, à terme, comme un problème européen.

Cette orientation se voit confirmée par le comportement chinois qui repose sur les premières conclusions que l'on peut tirer du conflit : la République populaire de Chine intensifie actuellement sa recherche de moyens de diversifier ses débouchés commerciaux et sources d'importation afin de réduire sa dépendance financière et économique à l'égard de l'hémisphère occidental. De cette manière, la Chine espère être moins fortement touchée par de potentielles sanctions occidentales que la Russie en ce moment au cours de la guerre en Ukraine dans le cas où la rivalité dans l'Indopacifique s'accroîtrait¹²⁰. Si la dissuasion à l'égard de la Chine semble certes fonctionner à court terme, celle-ci met au point des stratégies afin d'éviter les risques en cas d'escalade d'un conflit avec les États-Unis. L'exemple de l'engagement chinois sur la scène diplomatique montre en outre que la République populaire veut désormais avoir son mot à dire dans les questions de sécurité géostratégique. Toutes ces tendances ne sont en aucun cas exclusivement imputables à la guerre entre la Russie et l'Ukraine mais elles ont d'une part un effet catalyseur pour les objectifs chinois et, d'autre part, sont la confirmation des schémas de pensée et modèles d'action stratégiques des États-Unis depuis 2014. C'est pourquoi les États-Unis vont consolider à moyen et long terme leur recentrage stratégique engagé en 2011 voire en 2014 et essayer, conformément à leur culture stratégique, de limiter l'influence mondiale de la Chine sur leurs sphères d'intérêt¹²¹.

Il apparaît que les États-Unis ne constituent pas un soutien inconditionnel dans l'optique d'une victoire de l'Ukraine. L'administration Biden analyse le conflit dans un contexte géostratégique global, compare les évolutions observées avec ses objectifs découlant de la nouvelle orientation stratégique de 2014 et adapte la nature et l'étendue des ressources stratégiques utilisées en fonction de la réalisation de ces objectifs. La Russie ne sera pas en mesure de défier l'hégémonie géostratégique des États-Unis mais elle contribuera à les affaiblir en cas d'escalade du conflit ou si elle venait à triompher. Les États-Unis seraient incontestablement en mesure de faire face à la remise en question de l'architecture de sécurité européenne par la Russie. Cela impliquerait toutefois un renforcement de leur engagement sur le continent européen, et ce tant que l'Europe n'a pas les capacités ni la volonté d'assurer sa propre sécurité. Le fait que les trois plus grandes économies d'Europe, à savoir l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, les deux dernières étant en outre des puissances nucléaires, montrent un engagement dans le soutien à l'Ukraine comparable ou même inférieur à celui des États-Unis conforte le gouvernement américain dans ses réflexions actuelles et alimente les voix critiques dans le pays. Au niveau de la politique intérieure, le débat sur les prestations de soutien aux États-Unis s'éloigne d'un scénario « *all in* », des voix

¹²⁰ Cf. Maull *et al.* 2023 : 38.

¹²¹ Cf. Maull *et al.* 2023 : 43.

s'élevant pour appeler à mettre fin à ces prestations. Le blocage de nouvelles aides financières par le Sénat américain compte parmi les conséquences les plus récentes de ces tendances¹²².

Le comportement actuel des États-Unis en tant qu'acteur stratégique et leur utilisation de ressources ont pour objectif, d'une part, d'empêcher les deux scénarios finaux dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine les plus dangereux pour l'orientation géostratégique américaine et, d'autre part, faute de perspectives de paix dans ce conflit, de confier aux alliés européens la responsabilité principale de la préservation de l'architecture de sécurité européenne. De cette manière, les États-Unis se créent une marge de manœuvre stratégique suffisante pour pouvoir s'appuyer sur suffisamment de ressources diplomatiques, militaires et économiques en vue de leur focalisation sur la rivalité systémique avec la Chine.

4.4 Bilan intermédiaire – la fin d'une ère

Dans le présent exposé, il est apparu que le comportement des États-Unis en tant qu'acteur stratégique dans le contexte de la guerre en Ukraine ne peut être compris que si l'on prend conscience du recentrage géostratégique opéré au plus tard depuis 2014, lequel découle de la culture stratégique américaine. Il s'agit dans un premier temps de comprendre que les valeurs, normes et récits historiques des États-Unis, cœur de leur culture stratégique, servent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale de légitimation de l'emploi de ressources stratégiques afin de préserver leur suprématie. La mise en danger de celle-ci dans la région indopacifique, surtout par la Chine, marque pour l'Allemagne la fin d'une ère où ses intérêts particuliers en matière de stratégie de sécurité et ceux de l'allié américain convergeaient.

Durant la guerre froide, la République fédérale d'Allemagne a pu aligner son orientation stratégique sur la préservation de la suprématie géostratégique des États-Unis face à l'Union soviétique parce que cela permettait de préserver des intérêts de sécurité vitaux. En revanche, les États-Unis n'ont pas défini l'Europe comme priorité géostratégique pour préserver la souveraineté étatique de la RFA mais pour assurer une dissuasion crédible à l'égard de l'Union soviétique. C'est pourquoi l'orientation stratégique de la RFA vers les États-Unis, même si elle découlait de différents motifs, était cohérente.

L'Allemagne a ainsi pu s'appuyer pendant près d'un demi-siècle sur la stratégie de sécurité américaine dans un ordre mondial bipolaire. Malgré les demandes toujours plus insistantes d'alliés de l'Allemagne, au premier rang desquels les États-Unis, il a suffi pour l'Allemagne pendant la majeure partie du XX^e siècle de se comporter essentiellement comme une puissance civile. La décision prise peu avant le changement de millénaire de participer militairement aux opérations « hors zone » s'inscrivait dans une logique consistant à montrer sa loyauté envers l'Alliance, surtout envers les États-Unis. De nombreux modèles d'argumentation pour justifier la retenue militaire allemande, tels que la culpabilité historique résultant de la Seconde Guerre mondiale, sont toujours en vigueur et ont notamment entraîné une perte de crédibilité de l'Allemagne en dépit de l'augmentation de sa participation militaire au cours de ces trois dernières décennies.

¹²² Cf. Utz 2023.

Toutefois, la République fédérale d'Allemagne doit désormais faire face, pour la première fois depuis sa création, à une guerre conventionnelle entre deux États souverains qui menace ses intérêts de sécurité vitaux sans pour autant être traitée avec la plus haute des priorités par sa puissance protectrice géostratégique que sont les États-Unis. La conséquence logique du point de vue américain de la demande de fin de la retenue militaire allemande et de prise de responsabilité stratégique en Europe, adressée à l'Allemagne par les États-Unis au plus tard depuis le sommet de l'OTAN au pays de Galles et ignorée dans une large mesure, se manifeste depuis le début de l'invasion totale menée par la Russie. Le grand écart des États-Unis entre un soutien de l'Ukraine d'un côté et la prévention d'une escalade du conflit de l'autre a pour conséquence que le conflit ne sera pas résolu militairement à court et moyen terme si le comportement de l'ensemble des acteurs impliqués n'évolue pas mais qu'une victoire russe devient probable à long terme¹²³. Au vu de la multiplication des débats aux États-Unis sur un réajustement des relations avec leurs alliés, une discussion sans parti pris sur les relations actuelles entre l'Allemagne et les États-Unis est incontournable¹²⁴.

5 Enseignements pour le débat sur le développement de la culture stratégique en Allemagne

Sur la base des présents résultats, trois propositions de conclusions en matière de stratégie de sécurité peuvent être formulées qu'il convient de prendre en compte lors du débat sur le développement de la culture stratégique en Allemagne. Elles ne sont pas à considérer comme des amorces de solutions ni comme des dogmes immuables mais plutôt comme des perspectives et des options d'action éventuelles valant la peine d'être retenues dans le cadre d'une prospective stratégique.

Premièrement, les décideurs politiques allemands, mais aussi leurs conseillers et la société en général, doivent comprendre que l'orientation vers les États-Unis en matière de stratégie de sécurité ne peut plus être justifiée par les paramètres de la guerre froide et de la guerre mondiale contre le terrorisme. Les États-Unis ont réagi en 2014 à la remise en question croissante de l'ordre mondial fondé sur des règles et déduit de leurs schémas de pensée et modèles d'action stratégiques des intérêts de sécurité cohérents mais en mutation. Avec la Stratégie de sécurité nationale, l'Allemagne a amorcé un processus comparable avec presque dix ans de retard, sans pour autant y adapter ni remettre en question les relations qu'elle entretient avec les États-Unis en matière de stratégie de sécurité. Le fait de supporter généralement la plus grande part de la charge financière et militaire pour faire valoir les intérêts européens et nord-américains de l'Alliance va à l'encontre du recentrage stratégique des États-Unis et en fin de compte également de leur culture stratégique. C'est pourquoi des voix politiques se font de plus en plus fortes aux États-Unis pour demander une nouvelle intensification et une application encore plus résolue du recentrage sur la région indopacifique opéré en 2014. Les problèmes rencontrés par le président en exercice Joe Biden pour maintenir les prestations de soutien destinées à l'Ukraine ne sont que la manifestation la plus récente

¹²³ Reisner 2023 : 5.

¹²⁴ Sullivan 2023 : 11.

de ces tendances¹²⁵. Qui plus est, les doutes se multiplient aux États-Unis quant à la capacité de ce pays profondément divisé sur le plan politique à continuer à l'avenir de réaliser ses objectifs géostratégiques et de faire valoir ses intérêts géostratégiques dans des conflits multiples étant donné les défis en matière de politique intérieure¹²⁶. L'Allemagne doit prendre acte de cette évolution et devrait développer un partenariat stratégique – et non inconditionnel – avec les États-Unis sur la base des points communs et des différences entre les objectifs stratégiques.

Deuxièmement, indépendamment de ses relations avec les États-Unis, l'Allemagne doit assumer une responsabilité en matière de stratégie de sécurité en Europe. Une Europe dotée d'une capacité de dissuasion militaire et nucléaire ainsi que d'une stratégie de soutien durable à l'Ukraine est le fondement d'une architecture de sécurité stable sur le continent, même sans les États-Unis. Par surcroît, une telle situation soulage les États-Unis sur le plan militaire, économique et diplomatique au cours de la guerre entre l'Ukraine et la Russie mais aussi lors de futurs conflits en Europe et dans sa périphérie. Cela permet aux États-Unis d'Amérique de faire valoir leurs intérêts géostratégiques vitaux dans l'Indopacifique et de servir ainsi également les intérêts de sécurité allemands. Si un système autocratique tel que la Chine contrôlait les voies commerciales, les débouchés commerciaux et les pôles technologiques dans l'Indopacifique, cela aurait des effets négatifs considérables sur l'économie allemande, dépendante du libre-échange. Par ailleurs, il n'y a pas lieu de penser que la Chine, après avoir imposé une éventuelle domination géostratégique dans la région, envisagerait de mettre un terme à son expansion¹²⁷. Étant donné que l'Allemagne ne dispose pas des capacités militaires requises pour mener un conflit contre la Chine dans l'Indopacifique mais qu'elle est dépendante du maintien de l'ordre actuel dans la région, satisfaire les demandes américaines de renforcement de l'engagement allemand en matière de politique de sécurité en Europe de l'Est pour soulager les États-Unis serait dans l'intérêt même de la République fédérale d'Allemagne. Si l'Allemagne veut se présenter comme un partenaire fiable des États-Unis sur le plan de la stratégie de sécurité, elle doit assumer un rôle moteur dans la mise en œuvre *par* les Européens d'une architecture de sécurité européenne. La Grande-Bretagne et la France en tant que puissances nucléaires européennes ainsi que la Pologne, qui aura bientôt la plus grande armée conventionnelle en Europe, semblent être des partenaires naturels pour de tels projets, même si cette entreprise nécessite, surtout dans le cas de la France, des efforts diplomatiques accrus. Preuve en est notamment la retenue frappante de cette dernière en ce qui concerne le soutien à l'Ukraine.

Même si par le passé les États-Unis se sont montrés très prévisibles vis-à-vis de leurs alliés en matière de politique étrangère, la fraction croissante de populistes conservateurs américains appelant à un arrêt du large soutien apporté à l'Ukraine porte préjudice aux États européens. C'est pourquoi un renforcement de la dissuasion européenne à l'égard de la Russie non seulement garantit la capacité d'action des États-Unis vis-à-vis de la Chine en matière de stratégie de sécurité mais encore assoit dans le même temps la souveraineté de l'Europe et, partant, accroît son poids géopolitique dans un monde multipolaire.

¹²⁵ Cf. entre autres Wertheim 2023.

¹²⁶ Cf. Gates 2023 : 38.

¹²⁷ Cf. Giegerich/Terhalle 2021 : 204.

Troisièmement, les deux premiers enseignements doivent amener l'Allemagne à reconnaître qu'une dépendance à l'égard d'un partenaire stratégique dominant limite la capacité d'action géostratégique dans un ordre mondial multipolaire et à en tirer des conséquences durables. Cela ne signifie nullement que l'on devrait se détacher des États-Unis en matière de stratégie de sécurité. En tant qu'acteur stratégique dominant sur le plan militaire, économique et diplomatique dans l'hémisphère occidental, l'un des objectifs stratégiques de l'Allemagne doit consister à établir un partenariat avec les États-Unis axé sur les intérêts allemands. Néanmoins, il est bénéfique pour l'Allemagne de diversifier ses coalitions au-delà des alliances et partenariats existants de l'OTAN et de l'UE¹²⁸. D'une part pour rester un allié influent des États-Unis et d'autre part pour devenir résiliente face aux bouleversements relevant de la politique intérieure des États-Unis¹²⁹. De tels bouleversements pourraient par exemple résulter dans un avenir proche de la réélection de Donald Trump comme président des États-Unis et renforcer l'américano-centrisme dans le contexte de la sécurité mondiale, par exemple par une sortie de l'OTAN¹³⁰. Concernant la région indopacifique, l'Allemagne prend les premières mesures en ce sens en intensifiant ses relations militaires, économiques et diplomatiques avec la Corée du Sud, l'Australie et le Japon¹³¹. L'objectif stratégique de ces efforts reste toutefois incertain à l'heure actuelle. L'Allemagne s'aligne-t-elle dans l'Indopacifique, comme dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine, sur le comportement des États-Unis sans s'interroger sur la convergence des objectifs et intérêts stratégiques ? L'objectif consistant à conserver les États-Unis comme principal allié de l'Allemagne en matière de politique de sécurité tout en devenant plus indépendant, ne serait-il pas plus bénéfique de mettre l'accent en matière de politique de sécurité en dehors du point de mire américain, par exemple en Afrique du Nord ? Pour répondre à de telles questions, l'analyse retourne à son point de départ : sans une compréhension et, sur cette base, une remise en question de sa culture stratégique actuelle, l'Allemagne ne sera pas en mesure de définir ses propres objectifs stratégiques, d'identifier des moyens de les atteindre et d'affecter à ces moyens des ressources prioritaires.

Indépendamment de la question de savoir si, après les élections présidentielles d'automne 2024, les tendances inhérentes à la culture stratégique américaine que l'on observe depuis 2014 continuent de se radicaliser et si les États-Unis raisonnent en matière de stratégie de sécurité d'un point de vue exclusivement américano-centré, il reste clair que l'Allemagne doit opérer un changement dans sa culture stratégique impliquant une réévaluation des schémas de pensée et modèles d'action fondamentaux

128 Cela ne vaut d'ailleurs pas seulement en ce qui concerne les États-Unis : cela s'applique également aux membres de l'OTAN que sont la Turquie et la Hongrie. Si, certes, ils ne caressent pas l'idée de sortir de l'OTAN, ils soulignent régulièrement leur partenariat stratégique avec la Russie, bloquent des mesures à l'échelle de l'OTAN (et, dans le cas de la Hongrie, également de l'UE) et font ainsi obstacle à une approche harmonisée (cf. entre autres Babst 2023 : 28 *sq.*).

129 Cette perspective, non mentionnée dans le présent document mais requise pour la discussion absolument nécessaire sur le type de partenariat entre l'Allemagne et les États-Unis, donne incontestablement également un aperçu de la société américaine. La polarisation croissante de la société et les tensions socioéconomiques influent d'ores et déjà sur l'engagement des États-Unis en matière de politique étrangère et de sécurité étant donné qu'elles mobilisent des ressources financières considérables. Une évaluation constante de ces évolutions est indispensable pour une prospective stratégique (cf. Overhaus 2021 : 41).

130 L'ancien conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, John Bolton, a annoncé la sortie des États-Unis de l'OTAN si Trump venait à être réélu en 2024. Cf. Alexandridi 2023.

131 Cf. Maull *et al.* 2023 : 42 *sq.*

en matière de stratégie de sécurité et, par la même occasion, des relations entre l'Allemagne et les États-Unis. À cet effet, les questions clés suivantes peuvent notamment être utiles pour le débat recherché : comment la stratégie allemande doit-elle être pensée à une époque de rivalités entre grandes et moyennes puissances ? Quels objectifs stratégiques l'Allemagne se fixe-t-elle et par quels moyens est-il prévu de les atteindre avec quelles ressources stratégiques prioritaires ? Quels récits historiques, valeurs et normes qui ont façonné la pensée et l'action allemandes dans le contexte de la sécurité et de la stratégie sont toujours valables ou peuvent être maintenus compte tenu de l'évolution du contexte mondial ?

Si l'on veut que le tournant historique soit un succès, des réponses à ces questions doivent être trouvées.

Bibliographie

- Albertson, Mike/Sokov, Nikolai (2023) : *Beyond New START: Two Forecasts For Future Russian-US Arms Control*, dans : *International Institute for Strategic Studies*, 25/04/2023, <https://www.iiss.org/globalassets/media-library---content-migration/files/research-papers/2023/04/beyond-new-start-two-forecasts-for-future-russian-us-arms-control.pdf>, dernière consultation le 09/10/2023.
- Alexandridi, Katerina (2023) : *Ex-Berater Bolton: USA werden die NATO verlassen, wenn Trump 2024 gewinnt*, dans : *Berliner Zeitung* du 05/08/2023, <https://www.berliner-zeitung.de/news/donald-trumps-ex-berater-john-bolton-usa-werden-die-nato-verlassen-wenn-trump-2024-gewinnt-li.376059>, dernière consultation le 12/11/2023.
- Babst, Stefanie (2023) : *Sehenden Auges: Mut zum strategischen Kurswechsel*, dtv Verlagsgesellschaft mbH & Co. KG : Munich.
- Bagger, Thomas (2019) : *Strategiebildungsprozess. Chancen und Grenzen*, dans : Jacobi, Daniel/Hellmann, Gunther (éd.), *Das Weißbuch 2016 und die Herausforderungen der Strategiebildung. Zwischen Notwendigkeit und Möglichkeit*, Springer VS Verlag : Wiesbaden, p. 111-120.
- Barbin, Jérónimo/Konopka, Torsten (2023) : *Militärische Zurückhaltung oder militärisches Engagement? Entstehung und Entwicklung der strategischen Kultur der Bundesrepublik Deutschland bis 1990 im Lichte von Archivquellen*, dans : *SIRIUS – Zeitschrift für Strategische Analysen* 7 (4), p. 327-353.
- Barfield, Thomas (2010) : *Afghanistan. A Cultural and Political History*, Princeton University Press : Princeton.
- Biehl, Heiko/Fiebig, Rüdiger/Giegerich, Bastian/Jacobs, Jörg/Jonas, Alexandra (2011) : *Strategische Kulturen in Europa. Die Bürger Europas und ihre Streitkräfte. Ergebnisse der Bevölkerungsbefragungen in acht europäischen Ländern 2010*, Sozialwissenschaftliches Institut der Bundeswehr : Strausberg.
- Bjola, Corneliu/Kornprobst, Markus (2013) : *Understanding International Diplomacy: Theory, Practice and Ethics*, Routledge : Londres/New York.
- Borchard, Ralf (2023) : *Was Biden beim NATO-Gipfel erreichen will*, dans : *Tagesschau* du 10/07/2023, <https://www.tagesschau.de/ausland/amerika/usa-erwartung-nato-gipfel-100.html>, dernière consultation le 09/10/2023.
- Bugayova, Nataliya (2023) : *It's Time for the West to Embrace Ukraine's Way of War, Not Doubt It*, dans : *Institute for the Study of War*, 25/09/2023, <https://www.understandingwar.org/backgrounder/it%E2%80%99s-time-west-embrace-ukraine%E2%80%99s-way-war-not-doubt-it>, dernière consultation le 14/10/2023.

- Bugayova, Nataliya/Stepanenko, Kateryna/Kagan, Frederick W. (2023) : *Weakness is Lethal: Why Putin Invaded Ukraine and How the War Must End*, dans : *Institute for the Study of War*, 01/10/2023, <https://understandingwar.org/backgrounder/weakness-lethal-why-putin-invaded-ukraine-and-how-war-must-end>, dernière consultation le 21/10/2023.
- Bunde, Tobias (2019) : *Make Strategy Grand Again. Gedanken zum Konzept der Grand Strategy in der deutschen Sicherheitspolitik*, dans : Jacobi, Daniel/Hellmann, Gunther (éd.), *Das Weißbuch 2016 und die Herausforderungen der Strategiebildung. Zwischen Notwendigkeit und Möglichkeit*, Springer VS Verlag : Wiesbaden, p. 33-58.
- von der Burchard, Hans/Gallardo, Cristina/Rinaldi, Gabriel/McLeary, Paul/Seligman, Lara/Hudson, Lee (2023) : *Never mind Britain. Germany looks for US to lead the way on battle tanks to Ukraine*, dans : *Politico* du 11/02/2023, <https://www.politico.eu/article/britain-germany-us-battle-tanks-ukraine-war/>, dernière consultation le 09/10/2023.
- Cancian, Mark (2023) : *Rebuilding U.S. Inventories. Six Critical Systems*, dans : *Center for Strategic & International Studies*, 09/01/2023, <https://www.csis.org/analysis/rebuilding-us-inventories-six-critical-systems>, dernière consultation le 09/10/2023.
- Charap, Samuel/Priebe, Miranda (2023) : *Avoiding a Long War. U.S. Policy and the Trajectory of the Russia-Ukraine Conflict*, dans : *RAND Corporation*, 25/01/2023, <https://www.rand.org/pubs/perspectives/PEA2510-1.html>, dernière consultation le 21/12/2023.
- Chauvistré, Eric (2009) : *Wir Gutkrieger. Warum die Bundeswehr im Ausland scheitern wird*, Campus Verlag : Francfort-sur-le-Main.
- Département de la Défense des États-Unis (2022) : *National Defense Strategy of The United States of America. Including the 2022 Nuclear Posture Review and the 2022 Missile Defense Review*, Washington, 27/10/2022, <https://media.defense.gov/2022/Oct/27/2003103845/-1/-1/1/2022-NATIONAL-DEFENSE-STRATEGY-NPR-MDR.PDF>, dernière consultation le 09/10/2023.
- Département de la Défense des États-Unis (2023) : *U.S. Security Assistance to Ukraine*, Washington, 21/02/2023, <https://media.defense.gov/2023/Feb/23/2003166204/-1/-1/1/DEPARTMENT-OF-DEFENSE-UKRAINE-INFOGRAPHIC-FINAL-2-21-2023.PDF>, dernière consultation le 06/12/2023.
- Département d'État des États-Unis (2013) : *Remarks on US Policy in the Western Hemisphere. Remarks by John Kerry, Secretary of State, Organization of American States*, Washington, 18/11/2013, <https://2009-2017.state.gov/secretary/remarks/2013/11/217680.htm>, dernière consultation le 09/11/2023.
- Dueck, Colin (2023) : *Why the Monroe Doctrine Still Matters*, dans : *American Enterprise Institute*, 29/03/2023, <https://www.aei.org/research-products/report/why-the-monroe-doctrine-still-matters/>, dernière consultation le 09/11/2023.
- The Economist (2022) : *An Interview With General Valery Zaluzhny, Head of Ukraine's Armed Forces. Edited Highlights of Our Conversation*, 15/12/2022, <https://www.economist.com/zaluzhny-transcript>, dernière consultation le 06/02/2023.
- Filkins, Dexter (2019) : *John Bolton on the Warpath – Can Trump's National-Security Adviser Sell the Isolationist President on Military Force?*, dans : *The New*

- Yorker du 29/04/2019,
<https://www.newyorker.com/magazine/2019/05/06/john-bolton-on-the-warpath>, dernière consultation le 11/11/2023.
- Fischer, Sabine (2023) : *Diplomatie im Kontext des russischen Überfalls auf die Ukraine. Fortsetzung eines Krieges mit anderen Mitteln* (SWP-Aktuell 56), dans : *Stiftung Wissenschaft und Politik*, 23/10/2023, https://www.swp-berlin.org/publications/products/aktuell/2023A56_UkraineKrieg_Diplomatie.pdf, dernière consultation le 11/11/2023.
- Frederick, Bryan/Cozad, Mark/Stark, Alexandra (2023) : *Understanding the Risk of Escalation in the War in Ukraine*, dans : *RAND Corporation*, 21/09/2023, https://www.rand.org/pubs/research_briefs/RBA2807-1.html, dernière consultation le 30/10/2023.
- Gady, Franz-Stefan/Kofman, Michael (2023) : *Ukraine's Strategy of Attrition*, dans : *Survival* 65 (2), p. 7-22.
- Gareis, Sven Bernhard (2006) : *Deutschlands Außen- und Sicherheitspolitik. Eine Einführung*, Barbara Budrich Verlag : Opladen/Farmington Hills.
- Gates, Robert (2023) : *The Dysfunctional Superpower. Can a Divided America Deter China and Russia?*, dans : *Foreign Affairs* 102 (6), p. 30-44.
- Geis, Anna (2019) : *Warten auf die große sicherheitspolitische Debatte in Deutschland? Jenseits von Defizitdiagnosen, Vermeidungskampagnen, Erziehungskampagnen*, dans : Jacobi, Daniel/Hellmann, Gunther (éd.), *Das Weißbuch 2016 und die Herausforderungen von Strategiebildung. Zwischen Notwendigkeit und Möglichkeit*, Springer VS Verlag : Wiesbaden, p. 199-222.
- Giegerich, Bastian/Terhalle, Maximilian (2021) : *Verteidigung ist Pflicht – Deutschlands außenpolitische Kultur muss strategisch werden – Teil 1*, dans : *SIRIUS – Zeitschrift für Strategische Analysen* 5 (5), p. 203-226.
- Glenn, John (2009) : *Realism versus Strategic Culture. Competition and Collaboration?*, dans : *International Studies Review* 11, p. 523-551.
- Gouvernement fédéral (2023) : *Wehrhaft. Resilient. Nachhaltig. Integrierte Sicherheit für Deutschland – Nationale Sicherheitsstrategie*, Berlin, <https://www.nationalesicherheitsstrategie.de/Sicherheitsstrategie-DE.pdf>, dernière consultation le 08/10/2023. Traduction française : <https://www.nationalesicherheitsstrategie.de/Strategie-de-securite-nationale-FR.pdf>.
- Gray, Colin S. (1981) : *National Style in Strategy: The American Example*, dans : *International Security* 6 (2), p. 21-47.
- Gray, Colin S. (1999) : *Strategic Culture as Context. The First Generation Strikes Back*, dans : *Review of International Studies* 25, p. 49-69.
- Heuser, Beatrice (1998) : *Nuclear Mentalities? Strategies and Beliefs in Britain, France and the FRG*, Palgrave Macmillan : Londres.
- Heuser, Beatrice (2023a) : *The Conceptual Heritage of Strategic Culture and Collective Mentality*, dans : Johnson, Jeannie/Kartchner, Kerry/Bowen, Briana D. (éd.), *Routledge Handbook of Strategic Culture*, Routledge : Londres, p. 17-30.
- Heuser, Beatrice (2023b) : *Welche Friedenslösung für den Russland-Ukraine-Krieg? Gedanken zu Strategien des Friedensschließens*, dans : *SIRIUS* 7 (1), p. 38-50.
- Huxley, Tim (2023) : *The war in Ukraine unfolds alongside a military build-up in the Asia-Pacific*, dans : *International Institute for Strategic Studies*, 15/03/2023, <https://www.iiss.org/online-analysis/online-analysis/2023/09/the-war-in-ukraine-unfolds-alongside-a-military-build-up-in-the-asia-pacific/>, dernière consultation le 09/10/2023.
- International Institute for Strategic Studies (2023) : *The Military Balance 2023*, Routledge : Londres.

- Jacobi, Daniel (2019) : *Die Öffentlichkeit der Sicherheit und die Sicherheit der Öffentlichkeit*, dans : Jacobi, Daniel/Hellmann, Gunther (éd.), *Das Weißbuch 2016 und die Herausforderungen von Strategiebildung. Zwischen Notwendigkeit und Möglichkeit*, Springer VS Verlag : Wiesbaden, p. 223-248.
- Kamp, Karl-Heinz (2023) : *Der Weg zur Nationalen Sicherheitsstrategie*, dans : SIRIUS – *Zeitschrift für Strategische Analysen* 7 (3), p. 285-290.
- Kieler Institut für Weltwirtschaft (2023) : *Ukraine Support Tracker*, 09/10/2023, <https://www.ifw-kiel.de/topics/war-against-ukraine/ukraine-support-tracker/>, dernière consultation le 09/10/2023.
- Klein, Margarete/Schreiber, Nils Holger (2022) : *Der Angriff auf die Ukraine und die Militarisierung der russischen Außen- und Innenpolitik* (SWP-Aktuell 76), dans : *Stiftung Wissenschaft und Politik*, 07/12/2022, https://www.swp-berlin.org/publications/products/aktuell/2022A76_Russland_Militarisierung.pdf, dernière consultation le 17/12/2023.
- Konopka, Torsten (2023) : *Deutsche Blauhelme in Afrika. Die Bundesrepublik Deutschland und die Missionen der Vereinten Nationen Anfang der 1990er Jahre*, Vandenhoeck & Ruprecht Verlag : Göttingen.
- von Krause, Ulf (2016) : *Bundeswehr und Außenpolitik. Zur Rolle des Militärs im Diskurs um mehr Verantwortung Deutschlands in der Welt*, Springer VS Verlag : Wiesbaden.
- Kriemann, Hans-Peter (2021) : *Hineingerutscht? Deutschland und der Kosovo-Krieg*, Vandenhoeck & Ruprecht Verlag : Göttingen.
- Maison-Blanche (2015) : *National Security Strategy of the United States of America*, Washington, février 2015, <https://history.defense.gov/Portals/70/Documents/nss/NSS2015.pdf?ver=TJJ2QfM0McCqL-pNtKHtVQ%3d%3d>, dernière consultation le 09/10/2023.
- Maison-Blanche (2017) : *National Security Strategy of the United States of America*, Washington, décembre 2017, <https://history.defense.gov/Portals/70/Documents/nss/NSS2017.pdf?ver=CnFwURrw09pJ0q5EogFpwg%3d%3d>, dernière consultation le 09/10/2023.
- Maison-Blanche (2021) : *Readout of President Joseph R. Biden, Jr. Call with President Vladimir Putin of Russia*, Washington, 13/04/2021, <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/04/13/readout-of-president-joseph-r-biden-jr-call-with-president-vladimir-putin-of-russia-4-13/#:~:text=President%20Biden%20emphasized%20the%20United,Russia%20to%20de%20escalate%20tensions>, dernière consultation le 09/10/2023.
- Maison-Blanche (2022a) : *National Security Strategy of the United States of America*, Washington, 12/10/2022, <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2022/10/Biden-Harris-Administrations-National-Security-Strategy-10.2022.pdf>, dernière consultation le 09/10/2023.
- Maison-Blanche (2022b) : *Indo-Pacific Strategy*, Washington, 11/02/2022, <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2022/02/U.S.-Indo-Pacific-Strategy.pdf>, dernière consultation le 04/11/2023.
- Maison-Blanche (2023a) : *Fact sheet: One Year of Supporting Ukraine*, Washington, 21/02/2023, <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2023/02/21/fact-sheet-one-year-of-supporting-ukraine/>, dernière consultation le 09/10/2023.
- Maison-Blanche (2023b) : *Remarks by President Biden on Supporting Ukraine, Defending Democratic Values, and Taking Action to Address Global Challenges*, Vilnius, 12/07/2023, <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2023/07/12/remarks-by-president-biden-on->

- supporting-ukraine-defending-democratic-values-and-taking-action-to-address-global-challenges-vilnius-lithuania/#:~:text=Our%20commitment%20to%20Ukraine%20will,to%3A%20sovereignty%2C%20territorial%20integrity, dernière consultation le 09/10/2023.
- Mardell, Mark (2023) : *Obama West Point speech in full with analysis*, dans : *BBC*, 29/05/2014, <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-27606537>, dernière consultation le 09/10/2023.
- von Marschall, Christoph (2023) : *Was bringen US-Panzer der Ukraine?*, dans : *Handelsblatt* du 03/10/2023, <https://www.handelsblatt.com/politik/international/ukraine-krieg-was-bringen-us-panzer-der-ukraine/29423426.html>, dernière consultation le 09/10/2023.
- Mauß, Hanns W. (2010) : *German Foreign Policy, Post-Kosovo: Still a 'civilian power?'*, dans : *Survival* 42, p. 56-80.
- Mauß, Hanns W. (2011) : *Deutsche Außenpolitik: Orientierungslos*, dans : *Zeitschrift für Politikwissenschaft* 21, p. 93-117.
- Mauß, Hanns W./Stanzel, Angela/Thimm, Johannes (2023) : *USA und China auf Kollisionskurs: Die Bedeutung der Innenpolitik für das bilaterale Verhältnis (SWP-Studie 2/2023)*, dans : *Stiftung Wissenschaft und Politik*, 07/03/2023, <https://www.swp-berlin.org/publikation/usa-und-china-auf-kollisionskurs>, dernière consultation le 04/10/2023.
- Mayer, Florens (2017) : *Möglichkeiten und Grenzen deutscher Sicherheitspolitik. Eine Analyse der Strategischen Kultur Deutschlands*, Barbara Budrich Verlag : Opladen/Berlin/Toronto.
- McCarthy, Niall (2019) : *The Annual Cost Of The War In Afghanistan Since 2001 [Infographic]*, dans : *Forbes* du 12/09/2019, <https://www.forbes.com/sites/niallmccarthy/2019/09/12/the-annual-cost-of-the-war-in-afghanistan-since-2001-infographic/?sh=6d1a8b371971>, dernière consultation le 09/10/2023.
- Mölling, Christian (2014) : *Die Zwei-Prozent-Illusion der Nato. Deutschland sollte das Bündnis zu mehr Effizienz anregen (SWP-Aktuell 54)*, dans : *Stiftung Wissenschaft und Politik*, 12/08/2014, <https://www.swp-berlin.org/publikation/mehr-effizienz-fuer-die-nato>, dernière consultation le 12/10/2023.
- Münch, Philipp (2015) : *Die Bundeswehr in Afghanistan. Militärische Handlungslogik in internationalen Konflikten*, Rombach Verlag KG : Fribourg-en-Brigau/Berlin/Vienne.
- Naumann, Klaus (2009) : *Wie strategiefähig ist die deutsche Sicherheitspolitik?*, dans : *Aus Politik und Zeitgeschichte* 48, p. 10-16.
- Naumann, Klaus (2019) : „Einbinden“ und „Mitnehmen“ reicht nicht aus. Öffentlichkeit als strategisches Problem der deutschen Außen- und Sicherheitspolitik, dans : Jacobi, Daniel/Hellmann, Gunther (éd.), *Das Weißbuch 2016 und die Herausforderungen von Strategiebildung. Zwischen Notwendigkeit und Möglichkeit*, Springer VS Verlag : Wiesbaden, p. 187-198.
- Obama, Barack (2014) : *Remarks by the President at the United States Military Academy Commencement Ceremony*, West Point, 28/05/2014, <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/05/28/remarks-president-united-states-military-academy-commencement-ceremony>, dernière consultation le 06/10/2023.
- Overhaus, Marco (2015) : *Die Verteidigungspolitik der USA. Grundlegende Trends und ihre Auswirkungen auf das transatlantische Verhältnis (SWP-Studie 11/2015)*, dans : *Stiftung Wissenschaft und Politik*, 09/06/2015, <https://www.swp-berlin.org/publikation/die-verteidigungspolitik-der-usa>

- berlin.org/publications/products/studien/2015_S11_ovs.pdf, dernière consultation le 02/01/2024.
- Overhaus, Marco (2021) : *Sieben Trends. Wechselwirkungen, Ausblick und die Folgen für Europa*, dans : Overhaus, Marco (éd.), *State of the Union. Langfristige Trends in der US-amerikanischen Innen- und Außenpolitik und ihre Konsequenzen für Europa* (SWP-Studie 6/2021), p. 41-43, Stiftung Wissenschaft und Politik, 03/06/2021, https://www.swp-berlin.org/publications/products/studien/2021S06_Overhaus_State_of_Union.pdf, dernière consultation le 02/01/2024.
- Pankratz, Thomas (2019) : *Zur Weiterentwicklung des Konzepts der Strategischen Kultur – Ideen zu einem ganzheitlichen Ansatz*, dans : Pankratz, Thomas/Hensellek, Benedikt (éd.), *Strategische Kultur als unterschätzter Faktor von Strategie und Sicherheit*, Landesverteidigungsakademie : Vienne, p. 25-42.
- Peck, Michael (2022) : *HIMARS rockets have been a ‘game changer’ in Ukraine, and the US Army is now looking for ways to build up to 500 more*, dans : *Business Insider* du 13/09/2022, <https://www.businessinsider.com/us-army-looking-to-build-hundreds-more-himars-launchers-2022-9#:~:text=Adding%20480%20new%20launchers%20would,its%20force%20to%20547%20HIMARS>, dernière consultation le 09/10/2023.
- Raine, John (2023) : *Zelenskyy’s race against geopolitics (IISS analysis)*, dans : *International Institute for Strategic Studies*, 05/10/2023, <https://www.iiss.org/online-analysis/online-analysis/2023/10/zelenskyy-s-race-against-geopolitics/>, dernière consultation le 09/10/2023.
- Reichenberger, Florian (2019) : *Der gedachte Krieg. Vom Wandel der Kriegsbilder der Bundeswehr (Sicherheitspolitik und Streitkräfte der Bundesrepublik Deutschland 13)*, De Gruyter Oldenbourg : Berlin.
- Reisner, Markus (2023) : *1 Jahr Krieg um die Ukraine. 5 Antworten auf die aktuellsten Fragen*, dans : *Strategische Horizonte* 1, p. 4-7.
- Rommel, Hendrik (2023) : *Fact-checking im Ukraine-Krieg. Der Marder als Game-Changer? (#GIDSfacts)*, dans : *German Institute for Defence and Strategic Studies*, 01/03/2023, <https://gids-hamburg.de/der-schuetzenpanzer-marder-gamechanger-im-ukraine-krieg/>, dernière consultation le 09/10/2023.
- Rink, Martin (2021) : *Was ist „Krieg“? Was nennen wir „Krieg“?*, dans : Maurer, Jochen/Rink, Martin (éd.), *Einsatz ohne Krieg? Die Bundeswehr nach 1990 zwischen politischem Auftrag und militärischer Wirklichkeit. Militärgeschichte, Sozialwissenschaften, Zeitzeugen*, Vandenhoeck & Ruprecht : Göttingen, p. 31-58.
- Rudolf, Peter (2022) : *Bidens Balanceakt – die Ukraine stärken, Krieg mit Russland vermeiden* (SWP-Aktuell 41), dans : *Stiftung Wissenschaft und Politik*, 28/06/2022, <https://www.swp-berlin.org/publikation/bidens-balanceakt-die-ukraine-staerken-krieg-mit-russland-vermeiden>, dernière consultation le 03/10/2023.
- Saxer, Marc (2023) : *Die Zeit der Wolfswelt*, dans : *Internationale Politik* 4, p. 60-65.
- Saxi, Håkon Lunde (2020) : *German Military Strategy. Culture Eats Strategy for Breakfast*, dans : Matlary, Janne Haaland/Johnson, Rob (éd.), *Military Strategy in the 21st Century. The Challenge for the NATO*, C. Hurst & Co : Londres, p. 383-403.
- Schaller, Christian (2019) : *„America First“: Wie Präsident Trump das Völkerrecht strapaziert* (SWP-Studie 27/2019), dans : *Stiftung Wissenschaft und Politik*, 11/12/2019, <https://www.swp-berlin.org/publikation/america-first-wie->

- praesident-trump-das-voelkerrecht-strapaziert, dernière consultation le 01/12/2023.
- Schimmelpfennig, Jörg (2023) : *Im Ukraine-Krieg geht es auch um Taiwan. Spieltheoretische Annäherung an einen Konflikt globaler Bedeutung (#GIDSstatement 6/2023)*, dans : *German Institute for Defence and Strategic Studies*, 22/03/2023, <https://gids-hamburg.de/im-ukraine-krieg-geht-es-auch-um-taiwan/>, dernière consultation le 09/10/2023.
- Schöllgen, Gregor (1993) : *Angst vor der Macht. Die Deutschen und ihre Außenpolitik*, Ullstein Verlag : Francfort-sur-le-Main.
- Schulz, Sven Christian (2023) : *Warum die Abrams für die Ukraine jetzt nutzlos wären – aber ein guter Bluff sind*, dans : *Redaktionsnetzwerk Deutschland*, 19/01/2023, <https://www.rnd.de/politik/abrams-panzer-fuer-die-ukraine-ein-cleverer-schachzug-F7GLUMY2ZBHDVPVQ235AOVJNOU.html>, dernière consultation le 09/10/2023.
- Seppo, Antti (2021) : *From Guilt to Responsibility and Beyond. The Evolution of German Strategic Culture after the End of the Cold War*, Berliner Wissenschafts-Verlag : Berlin.
- Snyder, Jack (1977) : *The Soviet Strategic Culture: Implications for Limited Nuclear Options*, Rand Cooperation : Santa Monica.
- Staack, Michael (2014) : *Ohne Ziel und ohne Kompass? Anmerkungen zur deutschen Außenpolitik*, dans : Staack, Michael/Krause, Dan (éd.), *Europa als sicherheitspolitischer Akteur*, Barbara Budrich Verlag : Opladen/Berlin/Toronto, p. 173-200.
- Sullivan, Jake (2023) : *The Sources of American Power. A Foreign Policy for a Changed World*, dans : *Foreign Affairs* 102 (6), p. 8-29.
- Thiels, Christian (2019) : *Das Land ohne Eigenschaften? Das Weißbuch 2016 und Deutschlands schwieriges Verhältnis zur eigenen sicherheitspolitischen Strategie*, dans : Jacobi, Daniel/Hellmann, Gunther (éd.), *Das Weißbuch von 2016 und die Herausforderungen von Strategiebildung. Zwischen Notwendigkeit und Möglichkeit*, Springer VS Verlag : Wiesbaden, p. 173-187.
- Utz, Tobias (2023) : *US-Senat blockiert Finanzhilfen für Ukraine – Selenskyj sagt Videoschalte überraschend ab*, dans : *Frankfurter Rundschau* du 09/12/2023, <https://www.fr.de/politik/unterstuetzung-truppen-ausruestung-kongress-republikaner-demokraten-news-ukraine-krieg-usa-finanzielle-zr-92711703.html>, dernière consultation le 12/12/2023.
- Watling, Jack/Reynolds, Nick (2023) : *Meatgrinder: Russian Tactics in the Second Year of Its Invasion of Ukraine (RUSI Special Report)*, dans : *Royal United Services Institute for Defence and Security Studies*, 19/05/2023, <https://static.rusi.org/403-SR-Russian-Tactics-web-final.pdf>, dernière consultation le 02/01/2024.
- Wertheim, Stephen (2023) : *The Ukraine war is in a new phase. Biden must rethink the US position*, dans : *The Guardian* du 06/10/2023, <https://www.theguardian.com/commentisfree/2023/oct/05/biden-us-strategy-russia-ukraine-war>, dernière consultation le 09/10/2023.